

CONTRE LE PEN

DANGER MORTEL

**CONTRE
LE ROULEAU
COMPRESSEUR
CAPITALISTE**

**SE MOBILISER
LUTTER
RECONSTRUIRE**

Dossier

**État de crise en
Asie du Nord-Est**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Macron, Le Pen et la Sécu,
une leçon de choses**

Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie. Offensives militaires
en Irak et en Syrie: pourquoi?**

Page 2



ACTU SOCIALE

**Syndicats et second tour:
mauvaise clarté contre ambiguïtés**

Page 8

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Valérie
Auslender sur l'hôpital**

Page 12



Par S. BERNARD

Macron, Le Pen et la Sécu, une leçon de choses

Les candidats au deuxième tour de la présidentielle prétendent consolider la Sécurité sociale, alors que leurs programmes ouvrent la voie à son démantèlement et à la destruction de ses fondements.

Ainsi Macron veut bouleverser le financement de la branche maladie et remplacer les cotisations sociales par la CSG, la TVA et une taxe sur la pollution. Il s'agit d'exonérer totalement les employeurs et de faire reposer le financement sur les salariés, les retraités et les chômeurs. Il prévoit cette même mesure pour les cotisations chômage et envisage de nationaliser l'UNEDIC, ce qui logiquement ouvrira la voie à la gestion de la Sécu par l'État et à la fin de son budget propre. Macron annonce la prise en charge à 100% des lunettes, des prothèses dentaires et auditives d'ici 2022. Le remboursement de cette mesure devra être pris en charge par les complémentaires santé, les 5% de la population qui n'ont pas eu les moyens de cotiser n'en bénéficieront donc pas. Et les mutuelles et assurances devront obligatoirement proposer trois types différents de contrats: plus on a les moyens, mieux l'on sera protégé! Ce serait un nouveau recul de la part de la Sécu dans le remboursement des soins et une rupture complète avec le principe de solidarité. Le Pen, elle, a calqué des mesures de gauche: augmentation du *numerus clausus*, maintien des établissements de proximité, embauches... Elle veut développer des maisons de santé pluridisciplinaires (avec des professionnels de santé libéraux). Et elle reste dans le flou le plus complet sur les modalités de financements de la Sécu, sauf pour les allocations familiales. Les cotisations uniquement patronales seraient supprimées et remplacées par l'impôt. Ainsi, le principe d'universalité de la Sécu reculerait considérablement avec des mesures discriminatoires au nom de la «priorité nationale». La candidate du FN veut non seulement supprimer l'Aide médicale d'État (AME) pour les personnes sans papiers (une AME qui représente 0,7% du budget de la Sécu, à comparer aux milliards de cadeaux faits au patronat), mais aussi établir un délai de carence de deux ans avant que les étrangers qui disposent d'un emploi et cotisent à la Sécurité sociale n'aient droit aux prestations de la Sécu... Quant aux allocations familiales, elles sont purement et simplement supprimées pour les «non nationaux». Pour la protection sociale, la tempête arrive... Mobilisation générale!

BIEN DIT

Quand Lionel Jospin, en 2002, est confronté à un ouvrier de LU, depuis combien de temps n'en a-t-il pas vu? (...) Macron fait du Jospin. Mais du Jospin jeune, souriant, dynamique, punchy, avec de grandes tapes dans le dos, et un grand bol d'optimisme. Il n'a pas peur d'aller «au contact». Bref, il sauve les meubles. Sans plus.

DANIEL SCHNEIDERMAN dans sa rubrique médias «Le second tour et son patron aveugle», dans *Libération* du mardi 2 mai 2017

À la Une

Contre Le Pen, danger mortel Contre le rouleau compresseur capitaliste Se mobiliser, lutter, reconstruire

Le deuxième tour de cette élection présidentielle ne pourra que nous laisser amertume et colère...

À u printemps 2016, nous étions, semaine après semaine, des centaines de milliers dans les rues des villes du pays, avec des vagues successives de grèves contre la loi El Khomri. Nous étions capables de défier le gouvernement libéral de Hollande qui, après la loi Macron, voulait nous imposer une nouvelle loi de régression sociale pour satisfaire les volontés du Medef. Place de la République à Paris et dans de nombreuses villes, avec Nuit debout, des milliers de militants des syndicats, des mouvements sociaux, débattaient, échangeaient sur les réponses à apporter à l'injustice sociale. Les sociaux-libéraux serraient les dents et le FN était muet. Nous, les exploités et les opprimés, étions capables sinon de faire reculer le gouvernement, au moins de montrer notre force dans l'action collective.

Pas une voix pour Le Pen!

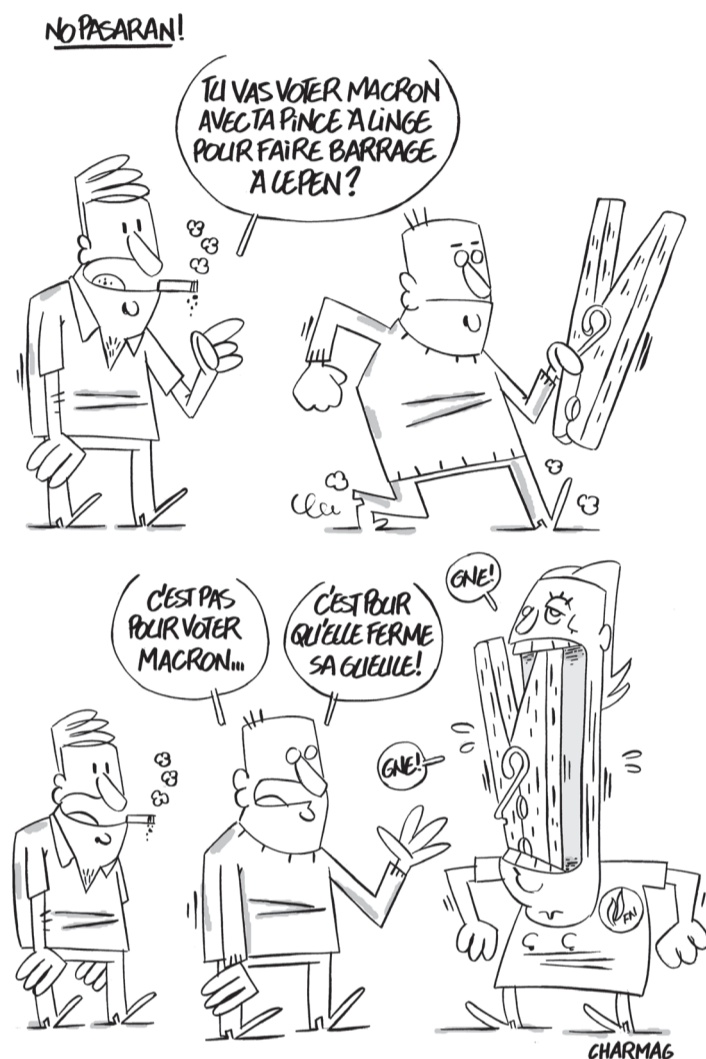
Un an plus tard, ce ne sont plus les travailleurs ou la jeunesse mobilisés qui sont sur le devant de la scène. Le deuxième tour nous réduit collectivement au rôle de spectateurs d'une alternative redoutable. Les partis se réclamant du mouvement ouvrier ont été éliminés. Marine Le Pen, héritière millionnaire, est la candidate d'un parti qui plonge ses racines dans les vieux courants d'extrême droite, fascistes, antisémites, réactionnaires, nostalgiques de la collaboration. Ces courants n'ont rien à avoir avec la défense des classes populaires et le combat contre le capitalisme. Mais Le Pen et le FN ont réussi à se créer une base électorale parmi les salariés, parmi ceux d'en bas, en se prétendant les défenseurs des travailleurs français

face à la mondialisation, en poussant à la division et au rejet des travailleurs étrangers et des migrants. On l'a vu devant Whirlpool, ce n'est pas au combat contre les grands groupes capitalistes qu'appelle Le Pen, mais à la fermeture des frontières, laissant les mains libres au patronat «français». Le Pen cherche à rompre son isolement et vient de s'acheter, avec Dupont-Aignan, un passeur vers la respectabilité. Mais Le Pen et son parti représentent un danger mortel qui ne peut pas être banalisé. Avec elle à l'Élysée, ce

seraient les libertés démocratiques et les droits sociaux élémentaires qui se retrouveraient en péril. Les droits des étrangers, des femmes, des LGBTI, des associations du mouvement social, seraient aussi attaqués frontalement. Aucune voix venant des classes populaires ne doit se porter sur le vote Le Pen.

Macron, ce pompier pyromane

Mais le candidat qui prétend protéger le pays de la menace du Front national est le représentant labellisé du grand capital. Il porte le même flambeau



du libéralisme que LR et les sociaux-libéraux du PS ont laissé choir. Ce sont justement toutes les politiques libérales menées hier par Sarkozy et Hollande, par Macron lui-même qui ont poussé dans le chômage, la précarité et la misère des millions d'hommes et de femmes. C'est sur ce terreau que s'est développé le vote FN et qu'il risque de se développer davantage demain.

D'ores et déjà, le candidat Macron nous promet d'aggraver la loi El Khomri, de s'attaquer aux chômeurs et aux retraités. Et, à l'image de son ancien Premier ministre, il nous promet de gouverner par des 49.3 à répétition, sous forme d'ordonnances...

Reprendre l'offensive!

Nous comprenons ceux et celles qui, dimanche prochain, mettront un bulletin Macron dans l'urne pour faire barrage à Le Pen. Mais pour faire vraiment reculer l'extrême droite et défendre nos droits sociaux avec plus de force, il va falloir reprendre l'offensive, le chemin de la grève et des manifestations, comme nous avons su le faire l'année dernière. Cet objectif, le NPA le propose à toutes celles et ceux qui se sont retrouvés dans les luttes contre la loi El Khomri, à Notre-Dame-des-Landes, lors de la COP21, dans les combats féministes et antiracistes, qu'ils se soient abstenus ou ait voté Hamon, Mélenchon, Arthaud ou bien entendu pour notre candidat Philippe Poutou.

Il va falloir nous doter de nos propres outils politiques, démocratiques, unitaires, en se rassemblant autour d'un programme anticapitaliste pour défendre nos intérêts, pour s'attaquer au pouvoir des capitalistes et des banquiers. Nous voulons construire un parti de combat, ancré dans les luttes quotidiennes, une force qui n'a pas peur de s'en prendre à la propriété capitaliste, qui défende la rupture avec les institutions nationales et européennes...

Il n'y a pas d'autre issue.

Léon Crémieux

TURQUIE

Offensives militaires en Irak et en Syrie: pourquoi?

Le 24 août 2016, le gouvernement turc a déclaré que les forces armées turques allaient commencer une opération militaire conjointement avec certaines sections de l'Armée syrienne libre (ASL) en entrant d'abord à Jerablus. La Turquie a baptisé cette opération «Bouclier de l'Euphrate»...

Selon les déclarations du gouvernement turc, le principal objectif de cette opération était de combattre l'État islamique (EI) mais en réalité le combat était dirigé contre l'YPG (l'organisation sœur du PKK en Syrie). Le 29 mars, quand le Premier ministre turc a annoncé la fin de l'opération «Bouclier de l'Euphrate», il a annoncé aussi le nombre de pertes pendant l'opération. Selon ses chiffres,

600 membres de l'ASL et 67 membres des forces militaires turques ont été tués. Mais il y a eu aussi de lourdes pertes parmi les civils. Selon les rapports de l'Observatoire syrien des droits humains, environ 300 civils, dont 60 enfants et 35 femmes, sont morts pendant la bataille pour Al-Bab, pour la plupart par les frappes aériennes turques. Ces combats auraient laissé la ville en ruines, piégeant des milliers de résidents sans nourriture ni eau.

Après les bombardements aériens par la Syrie, la Russie et les USA, l'aviation turque s'ajoute maintenant à la liste de pays qui tuent des civils en Syrie avec des bombes.

Même si le Conseil de sécurité nationale de la Turquie a déclaré la fin de l'opération «Bouclier de l'Euphrate», au même moment le président Erdogan a déclaré le 4 avril que les opérations continueraient sous d'autres noms, ajoutant: «Nous continuerons

cette campagne en Syrie et en Irak et maintenant à Kirkouk, Mossoul, Tal Afar et Sinjar. Pourquoi? Sinjar est sur le point de devenir le nouveau Qandil [pour le PKK]. Nous ne pouvons donc pas accepter que cela se passe à Sinjar car le PKK est présent dans cette ville.»

Les Kurdes dans la ligne de mire

Les déclarations du gouvernement turc ne sont pas restées sans effet. Juste après le référendum, le 25 avril, l'aviation turque a attaqué la région de Sinjar en Irak et plusieurs positions dans le nord de la Syrie. La Turquie a bombardé aussi la montagne de Qarachok en Syrie, ciblant le quartier général, le centre de presse, les bureaux de liaison et la radio «La Voix de Rojava» qui appartient tous à l'YPG. D'après certains témoignages, 20 membres du personnel de l'YPG qui travaillaient dans ces unités ont été tués, et 18 blessés. Des déclarations officielles, et nous ne pouvons

Un monde à changer

COURSE AUX ARMEMENTS, JUSQU'OU? En 2015, les dépenses mondiales d'armement étaient estimées à 1676 milliards de dollars, soit 2,3% du PIB mondial. Elles ont encore augmenté en 2016 et semblent devoir continuer sur leur lancée en 2017. Les États-Unis en réalisent le tiers avec 622 milliards, et Donald Trump a promis une relance des armements nucléaires et des dépenses de sa marine...

Dans l'Otan a été fixé un objectif de 2% du PIB pour les dépenses militaires. Seuls quatre pays (dont le Royaume-Uni, au troisième rang des dépenses mondiales) sur les 28 États membres de l'Union respectent déjà cet objectif. Et si les autres devaient faire de même, cela signifierait un effort collectif de 100 milliards de dollars par an... En France (septième rang mondial des dépenses), l'objectif de 2% a été évoqué durant la présidentielle. La Suède a décidé de rétablir le service militaire obligatoire, de même que la Lituanie.

Outre la «lutte contre le terrorisme», prétexte aux interventions militaires multiples, la justification avancée est la pression de la Russie (sixième rang) qui a lancé dès 2008 un plan de modernisation de son armée. Dans

le Pacifique, le budget militaire de la Chine (deuxième place) a explosé ces dernières années : elle se dote notamment d'une flotte militaire destinée à renforcer sa place dans son environnement maritime... ce qui pousse tous ses voisins à réagir ! L'Inde vient de voter un budget militaire en hausse de 8%. Au Moyen-Orient, malgré la baisse du pétrole, l'Arabie saoudite maintient un budget militaire énorme. L'Iran est également en pointe, sans parler d'Israël qui bénéficie d'une importante assistance américaine. Et on pourrait compléter cette liste avec des dizaines d'États sur tous les continents...

La course aux armements généralisée renforce les risques de guerre et constitue un gaspillage de ressources dont bénéficient les grands exportateurs d'armes, dont la France fait partie. Pourtant, avec un investissement annuel égal à 267 milliards de dollars par an pendant les quinze prochaines années (soit moins de 20% des dépenses militaires), il serait possible d'éliminer la faim dans le monde d'ici à 2030, estime l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un rapport présenté en 2015...

1^{ER} MAI C'est dans la rue que ça se passait

Tour d'horizon de la journée internationale de lutte des travailleurs. Ici et ailleurs...

De Paris à Perpignan

En France, ce 1^{er} Mai était placé sous la pression des débats et enjeux de l'élection présidentielle. Sur fond de désaccords sur les consignes de vote au deuxième tour (voir article en page 8), les manifestations étaient dans la plupart des cas appelées unitairement par CGT-FO-Solidaires et FSU, tandis que CFDT-CFE/CGC-CFTC organisaient ici ou là des rassemblements séparés. Le résultat est pour le moins mitigé...

Alors qu'en 2002, un million et demi de personnes avaient défilé, dont un tiers à Paris, pour 2017, on est aux environs de 150 000 manifestants nationalement, dont moins de 50 000 à Paris. De Perpignan (1 000), à Lille (1 500), en passant par Marseille (7 000), Montpellier (3 000), Nantes (5 000), Bordeaux (4 000), Toulouse (6 000), Lyon (5 000), Strasbourg (2 000), Tarbes (1 000), Avignon (1 000), Chambéry (700), Rouen (1 800), Dijon (1 100), le Finistère (3 000, dont 800 à Quimper), le Jura (1 100), Grenoble (5 000), Le Havre (700), Auch (800), Alès (1 000), partout des chiffres légèrement



Supporters et opposants à Trump séparés par un cordon de policiers, ce 1^{er} mai à Los Angeles. DR

supérieurs aux manifestations «classiques» du 1^{er} Mai... mais très inférieurs à 2002.

Seule la présence policière était en forte augmentation par rapport aux années précédentes, sans atteindre, malgré tout, les «démonstrations de force» de la loi travail. Une présence en tout cas suffisante pour créer des incidents, notamment à Paris, sur-médiatisés comme il se doit...

Les cortèges ressemblaient à ceux de la loi travail : militants, personnes politisées mais débordant peu au-delà des équipes militantes. Le plus gros des effectifs était fourni par la CGT, avec des cortèges Force ouvrière moins significatifs que lors des manifestations contre la loi travail. Solidaires avait une

présence réelle, colorée et souvent plus dynamique. La FSU était en mode extrêmement mineur...

Du côté des associations, une mobilisation également en demi-teinte avec une grosse sympathie pour les Palestiniens et les Turcs. De nombreux cortèges de La France insoumise, et des cortèges du NPA à peu près partout, avec une forte sympathie exprimée pour Philippe Poutou à Paris.

D'Ankara à Portland

Dans de nombreux pays, c'est aussi la dimension politique qui caractérise les manifestations du 1^{er} mai 2017.

Des milliers dans l'État espagnol contre l'austérité et la corruption. Au Portugal, des milliers à crier

«Sans espoir, il n'y a pas d'avenir !»

En Afrique du Sud, le président Jacob Zuma hué par une manifestation organisée par la COSATU pourtant très liée à l'ANC. En Turquie, la police a interdit aux milliers de manifestants rassemblés à l'aéroport de rejoindre la place Taksim, où 200 militants ont été violemment dispersés, arrêtés, et malgré des dispositifs policiers renforcés, des milliers de personnes ont manifesté à Ankara et dans d'autres villes aux cris de «*le Non, c'est pas fini*», dénonçant aussi l'intervention militaire au Kurdistan syrien (lire article ci-dessous).

Aux États-Unis, les manifestations ont été l'occasion d'affrontements à Portland (Oregon), de manifestations anti-Trump à Los Angeles, Chicago... avec un face-à-face tendu entre partisans et opposants à Trump à New York.

Près d'un million et demi de Russes ont défilé lundi dans le centre de Moscou, avec l'arrestation de 18 militants LGBT. Des milliers de Hongrois ont défilé à Budapest en faveur de l'Union européenne et contre les politiques du Premier ministre Viktor Orban. En Grèce, il y a eu une grève nationale de 24 heures et des défilés (15 000 personnes à Athènes, 3 500 à Thessalonique) contre de nouvelles mesures de rigueur en échange de la poursuite du versement de prêts internationaux.

Robert Pelletier

Le chiffre 1 770 000

C'est, d'après les statistiques officielles, le nombre de conflits du travail en Chine l'année dernière. La tendance est clairement à la hausse : + 2,9% en 2016, après + 10,4% en 2015. Le China Labor Bulletin (bulletin basé à Hong Kong qui soutient les travailleurs chinois) a recensé plus de 5 000 grèves de travailleurs, manifestations ou incidents sérieux en 2015-2016.



Agenda

Mardi 9 mai, rencontres de La Brèche, Paris. Pour une approche stratégique des espaces politiques (L'Harmattan, 2017), présenté par son auteur, Hans Cova, à partir de 18h30, à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.



Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 26 août à partir de 14h. Départ le jeudi 31 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

La question du négationnisme demande tout autre chose qu'une halte rue Geoffroy-l'Asnier [adresse parisienne du mémorial de la Shoah] pour mobiliser l'électorat juif contre Marine Le Pen, car ce ne sont pas des jeunes militants du FN qui rendent impossible l'enseignement de la Shoah dans les écoles ou qui vont chercher des faits alternatifs aux camps de la mort. De cette terrible réalité, je ne vois guère d'écho dans la campagne d'Emmanuel Macron. Il ne cesse de faire des clin d'œil aux jeunes des banlieues et réserve ses coups à la bonne vieille bête immonde...

ALAIN FINKIELKRAUT, lors d'une interview sur l'antenne de RCJ (Radio communauté juive) dimanche 30 avril, à propos de la visite de Macron au mémorial de la Shoah le même jour

pas savoir combien de civils ont été réellement tués ou blessés...

Pendant ces attaques, cinq Peshmergas parmi les forces de Barzani ont été tués. Mais au lieu d'en attribuer la responsabilité à la Turquie, Barzani a rendu le PKK responsable, disant : «*Si le PKK n'avait pas été présent à Sinjar, ces attaques n'auraient pas eu lieu.*»

Une des raisons possibles pour laquelle ces attaques ont lieu maintenant pourrait être la volonté de renforcer la main de la Turquie avant la rencontre entre Erdogan et Trump qui aura lieu en mai. Après l'élection de Trump, il y a eu un échange téléphonique avec le président américain au cours duquel Erdogan a essayé de convaincre les USA d'abandonner leur alliance avec l'YPG dans la lutte contre l'EI... À plusieurs reprises, l'YPG a été caractérisé par des représentants officiels des USA comme «*la force la plus efficace sur le terrain contre l'EI.*» Une autre conséquence possible de ces attaques pourrait être de forcer l'YPG à

se retirer de son opération à Raqqa. Car si les attaques se poursuivent, l'YPG pourrait être obligé de déplacer une partie de ses forces de la périphérie de Raqqa vers le nord. Ou bien quand ils verront que leur alliance avec les USA ne les protège pas, l'YPG pourrait envisager l'annulation de toute son opération à Raqqa.

Défendre la paix

Dans les jours qui viennent, nous allons voir les conséquences de ces attaques. Car la Turquie va continuer probablement ses bombardements des positions du PKK et de l'YPG avec des drones, et cela coûtera de plus en plus de vies dans la région. Un des éléments choquants de ces événements est le silence de la population turque. Ainsi, lorsque l'opération «*Bouclier de l'Euphrate*» a commencé, dans laquelle beaucoup de civils, dont des enfants, sont morts, et où beaucoup de soldats turcs ont perdu la vie, il n'y a eu aucune manifestation ou

action contre l'intervention militaire turque. Et de nouveau aujourd'hui, il n'y a aucune protestation ni manifestation contre l'intervention militaire turque dans la région. Cela s'explique en partie par l'immense pression qui s'exerce sur toute opposition à l'intérieur du pays. Mais cela ne suffit pas pour expliquer l'absence d'un mouvement pour la paix dans un pays qui, par le passé, a organisé des manifestations géantes contre l'intervention militaire US en Irak. Aujourd'hui, la gauche turque paie le prix de ne pas avoir pu construire un mouvement pour la paix indépendant, en particulier autour de la question kurde. C'est pour cette raison que le mouvement pour la paix, qui avait été construit et contrôlé d'en haut par le gouvernement d'Erdogan, a pu être dissout sans qu'une initiative pour la paix construite par en bas puisse s'y opposer. C'est aussi pourquoi le gouvernement turc est prêt à tout faire, y compris à envoyer à la mort

des centaines de personnes, uniquement pour empêcher la progression du PKK/YPG.

Tant qu'une initiative indépendante pour la paix ne sera pas construite, les populations turques et kurdes de la région continueront à payer un prix très lourd.

D'Istanbul, Eyüp Ozer
(traduit par Ross Harrold)



Des Kurdes dans les ruines de Sinjar. DR

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARTI SOCIALISTE

« La fin d'une histoire » ?

Après les 6,3% de Hamon au premier tour de la présidentielle, le clan de Valls a sonné l'hallali pour le PS, alors que le reste de l'appareil recherche la formule magique pour ne pas boire une deuxième fois la tasse aux législatives.

« Les Français viennent de rejeter les vieilles étiquettes. (...) La gauche partisane telle que nous l'avons connue n'existe plus. C'est la fin d'un cycle, celui d'Épinay [création du PS en 1971]. C'est la fin d'une histoire. Une page se tourne, il faudra en réécrire une autre », a déclaré Valls lors d'une réunion avec ses partisans le 25 avril. Toute cette frange du PS s'est évidemment félicitée du score de Macron et de son choix d'avoir rallié le candidat d'En Marche avant le premier tour... et cherche désormais à se placer franchement. « Nous devons participer à cette majorité présidentielle et à la majorité gouvernementale, à la majorité parlementaire qu'il faudra construire », a ajouté Valls. « Oui il faudra soutenir un gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, sera un gouvernement d'union nationale d'entente républicaine avec des hommes et des femmes venant de gauche et de droite ». Et hop ! Valls passe sans surprise de la tristesse factice face à la décomposition de son parti à la joie et l'impatience de la recomposition... pour peu qu'elle se fasse le plus à droite possible ! Lui, qui affirme qu'il a choisi « son pays plutôt que son parti » et à qui la petite histoire électorale du 23 avril semble avoir donné raison, se voit déjà de retour au pouvoir dans le sillage de Macron. Un Macron qui dicte ses conditions : « Il n'y aura pas de coalition avec les deux grands partis existants, ni avec LR ni avec le PS. Mais dans les temps qui arrivent, il y aura une refondation de la vie politique qui verra des socialistes et des Républicains me rejoindre individuellement ». La droite du PS est incontestablement prête à franchir le pas d'ici les législatives.



Bientôt les retrouvailles ? DR

Règlements de compte à tout-va

À propos de Hamon, Valls a déclaré : « Quand on mène au fond une campagne d'extrême gauche ou de gauche de la gauche, on récolte tout simplement les fruits de cette campagne »... Delanoë, lui, s'est lâché contre Aubry et son manque d'enthousiasme à appeler à voter Macron le 7 mai : « Je dis à Martine Aubry, ce bulletin Macron, il ne sent pas mauvais, il faut le prendre pour battre Mme Le Pen. Dans les années 30 en Allemagne, l'extrême gauche n'a pas voulu choisir entre les sociaux-démocrates et les nazis. Hitler a été élu par le suffrage universel ». Bonjour l'ambiance...

Autant dire que l'exercice d'équilibristes que Cambadélis s'approprié à orchestrer pour rassembler ce qui peut encore l'être du PS pour les législatives pourrait bien finir en deuxième crash. La direction du PS est en effet en train de plancher sur un programme électoral qui puisse rassembler des soutiens désabusés de Hollande jusqu'au clan de Hamon.

Pour concocter cette « plateforme législative », Cambadélis n'a pas dérogé à sa réputation de manœuvrier en nommant un quintet représentatif de la diversité socialiste actuelle... On y retrouve ainsi Le Foll, éternel homologue de Hollande, Marc Germain, soutien historique de Aubry, le montebourgeois Christian Paul, Guillaume Balas, indéfectible fidèle de Hamon, et enfin le numéro deux du parti, Guillaume Bachelay.

Une sacrée manière d'aller chercher les voix des électeurs des milieux populaires : personne ne sera dupe d'une telle entourloupe. Le suicide collectif est une autre façon de mourir, et personne parmi les anticapitalistes et les révolutionnaires ne versera une larme !

Marie-Hélène Duverger

MACRON L'ami des banquiers

Le soir du premier tour, Macron fêtait déjà sa victoire en invitant quelques amis et soutiens à la Rotonde, une brasserie huppée du quartier Montparnasse. Un luxe moins tapageur que le Fouquet's de Sarkozy en 2007, mais la même autosatisfaction, le même cynisme...

Macron n'a pas encore gagné, mais il se voyait déjà vainqueur en profitant du rejet du FN. Hollande s'est empressé, trop content de lui faire la leçon : il ne semblait pas avoir « pris conscience de ce qui [s'était] passé dimanche ».

Le révélateur Whirlpool

Un autre épisode, celui de Whirlpool, dépeint le personnage. Alors que les ouvriers de Whirlpool Amiens sont en grève pour s'opposer à la fermeture de leur usine qui va être délocalisée en Pologne en 2018, les deux candidats du second tour se sont soudainement rappelés leur existence. Marine Le Pen s'est rendue sur le parking pour une rencontre avec les salariéEs soigneusement préparée à l'aide des militants locaux du FN. Macron, qui avait rencontré les représentants syndicaux de l'usine le matin, s'est senti obligé d'y aller lui aussi. Il a été très mal accueilli, lui l'ancien ministre, auteur et inspirateur des lois Macron et travail, les lois les plus anti-ouvrières de ces dernières années. Qui plus est, le matin même, Jacques Attali, un de ses conseillers, avait déclaré sur TF1 : « Whirlpool, c'est une anecdote. Le cas de 300 personnes n'est pas du ressort du président ».

Les militants d'extrême droite étaient sur le parking et ont organisé



CHARMAG

le chahut. Macron est resté malgré les huées et les sifflets et a fait face aux salariés pour affirmer entre autres : « Non je n'interdirai pas aux entreprises de fermer des sites », « Il n'y a pas de recettes miracles », « Je ne fermerai pas les frontières ». La presse patronale s'est réjouie : « Il est l'anti-Hollande. Pas d'estrade donc. Mais surtout pas de promesses qu'il ne tiendra pas », pour l'éditorialiste des Échos. Pour Guillaume Tabard dans le Figaro, « Macron a affirmé sa capacité à affronter l'hostilité ». Lorsque, enfin, Macron a fait mine de se préoccuper du sort des ouvriers, cela a été pour hausser le ton contre le gouvernement polonais

en l'accusant de « jouer des écarts fiscaux sociaux au sein de l'Union européenne ». Démagogie patriote ou nationaliste ?

Macron tient à montrer sa ferme détermination à diriger l'offensive contre les travailleurs, à affronter leur hostilité, et c'est ce qui en a fait le favori du Medef qui voit en lui le champion de la réforme, de la libéralisation menée jusqu'au bout. À la manière d'un Fillon...

Apprenti Bonaparte ou dans le marais politicien ?

Il tente de se hisser au-dessus des ruines du Parti socialiste et des Républicains, en prétendant dépasser

un clivage gauche-droite que des années d'alternance ou de cohabitation ont fait disparaître dans la même politique anti-ouvrière. Il voudrait subjugué l'opinion comme l'avait fait Sarkozy en 2007, pour mener l'offensive contre les travailleurs et accentuer celle-ci.

« La page des deux grands partis de gouvernement est tournée, a-t-il expliqué au JDD. Le PS et LR, aujourd'hui, ça fait 25%. Derrière, on a deux offres politiques claires qui représentent la moitié des suffrages exprimés : une offre de droite réactionnaire et nationaliste, une offre progressiste, proeuropéenne et réformatrice. Tout va se recomposer autour de ces deux pôles. »

En attendant, il engrange les soutiens de tous bords pour le deuxième tour. Les Républicains, très divisés, jouent l'unité... jusqu'aux législatives, où ils espèrent conquérir une majorité pour imposer une cohabitation à Macron. C'est aussi l'annonce de Mélenchon qui n'écarte pas la possibilité, dans les mêmes conditions, d'être Premier ministre. D'autres, beaucoup plus nombreux au PS qu'à droite, sollicitent l'investiture d'En Marche pour les législatives. Il y aurait déjà 15 000 demandes sur lesquelles vont statuer Macron et ses soutiens de la première heure : Richard Ferrand, député PS du Finistère, rapporteur de la loi Macron en 2014, secrétaire général d'En Marche, ou Jean-Paul Delevoye, ancien député UMP et ministre de Raffarin en 2002, président de la commission d'investiture pour les législatives.

Bien des tripatouillages en perspective, bien loin d'un renouvellement politique : la continuité de leur monde politicien contre les salariéEs et la population.

Galia Trépère

VOTE DU PREMIER TOUR

Double polarisation de classe

La campagne du second tour de la présidentielle témoigne d'une forte polarisation de classe, avec un Emmanuel Macron se posant fièrement en candidat des bénéficiaires de la mondialisation néolibérale, et une Marine Le Pen se revendiquant frauduleusement candidate des excluEs de cette mondialisation...

Cette polarisation fait évidemment écho aux résultats du premier tour et à la sociologie des électors des principaux candidats. S'il existe de multiples déterminants (âge, lieu d'habitation, etc.) permettant de distinguer des groupes de votantEs, force est de constater que ce sont les critères de classe qui ont été les plus marqués lors du scrutin du 23 avril, avec un phénomène de double polarisation. Une première polarisation entre, d'une part, les catégories populaires, ouvrierEs, employéEs, privéEs d'emploi, jeunes et, d'autres part, les catégories supérieures, incluant notamment les cadres et les professions libérales. Mais aussi une seconde polarisation au sein des catégories populaires qui, si elle disparaît provisoirement en raison de la configuration du second tour, n'en est pas moins marquante.

Ainsi, d'après les différentes enquêtes d'opinion (Ifop, OpinionWay, BVA) réalisées autour du premier tour, Emmanuel Macron est le vainqueur incontesté du scrutin dans les « CSP + » et les foyers les plus riches. Mais il apparaît que si les catégories populaires ont placé Marine Le



On a voté... et puis après ? DR

Pen en tête, elle est dans bien des sous-ensembles talonnée par Jean-Luc Mélenchon, qui fait parfois jeu égal avec elle et qui la devance chez les plus jeunes.

Le FN n'est pas le parti des salariéEs !

Selon l'institut BVA, Le Pen obtiendrait ainsi 36% des voix chez les « CSP - », contre 24% pour Mélenchon. Mais si l'on s'intéresse plus précisément aux revenus, Le Pen et Mélenchon sont à égalité (28%) chez les plus pauvres (moins de 1500 euros

mensuels par foyer). Et d'après l'Ifop, Mélenchon devancerait Le Pen chez les privéEs d'emploi (31% contre 26%, avec un Macron à 14%).

Ces chiffres nécessitent d'être affinés et croisés avec d'autres données : ainsi, Mélenchon obtient des scores beaucoup plus importants dans les villes que dans les campagnes, à l'inverse de Le Pen qui obtient des scores élevés dans les petites et moyennes villes. Dans les quartiers populaires, Mélenchon devance largement Le Pen qui confirme quant à elle son

implantation dans les (anciens) bassins industriels du nord et de l'est.

Comme bien souvent, les enseignantEs forment une catégorie à part. Selon l'Ifop, ils auraient placé Macron en tête devant Mélenchon (35% contre 25%), avec Hamon à près de 15% et Le Pen à moins de 5%, avec une forte participation au scrutin. Une exception notable mais qui n'invalide pas la règle générale de la polarisation parmi les salariéEs et, plus globalement, les catégories populaires.

Ainsi, si le second tour brouille considérablement les repères de classe, le premier tour confirme que la prétention du FN à représenter notre camp social face à Macron est un mensonge. L'absentéisme demeure élevée dans les classes populaires (environ 30%), et la percée de Mélenchon, malgré les critiques que nous avons pu formuler à l'égard de sa campagne, ainsi que la faiblesse des scores de Le Pen chez les syndiquéEs (voir article en page 8), indiquent que le FN n'a pas gagné la partie chez les salariéEs. Pour lutter contre l'extrême droite, la reconstruction d'une conscience de classe est nécessaire... et possible.

Julien Salingue

LE PEN **Le danger tous azimuts**

Au salon des expositions de Villepinte ce 1^{er} mai, la question de savoir si le verre était à moitié plein ou à moitié vide ne se posait pas : la salle était vide à plus de la moitié lorsque Marine Le Pen a réuni ses troupes pour son « dernier grand meeting de campagne » avant le second tour...

Ce n'était visiblement pas une réunion publique attirant de nouveaux électeurs ou de « simples curieux », mais un rappel des troupes militantes venues de toute la France. Les bus et autres véhicules alignés devant la salle étaient immatriculés dans les Yvelines, dans le Nord ou encore dans les Alpes-Maritimes...

« Copié-collé » à droite...

Marine Le Pen, dont le parti a délaissé le traditionnel défilé de rue « pour Jeanne d'Arc » depuis deux ans, a donc tenu un meeting électoral dans une salle un peu trop grande. Le hall 5B du salon des expositions mesure 26 000 mètres carré et peut officiellement contenir jusqu'à 25 000 personnes, assises et debout. Or, une bonne partie de la salle était fermée et dissimulée par des rideaux, de façon plus ou moins visible. Une journaliste du *Monde* a compté environ 6 000 personnes, ce qui semble correspondre à la réalité. Au même endroit, en 2012, Nicolas Sarkozy avait, lui, mobilisé dans un autre hall des dizaines et des dizaines de milliers de personnes. L'affaire montre, au moins, que la base militante (active) et l'appareil du FN ne sont toujours pas très consolidés, et restent largement en décalage avec la surface électorale que le parti d'extrême droite a désormais acquise, avec 7,6 millions de voix au premier tour. Dans les médias, le discours de Marine Le Pen a vite été épinglé en raison du fait qu'elle avait « plagié » quatre passages d'un discours tenu par François Fillon mi-avril au Puy-en-Velay, passages traitant de

MARINE LEPEN EN SÉANCE SELFIE CHEZ WHIRLPOOL



l'« identité » de la France. L'appareil du FN a aussitôt répliqué qu'il s'agissait d'un « clin d'œil » délibéré à la base ou à l'électorat de la droite LR. Une erreur de communication que la presse retourne désormais contre elle.

Braconnage à gauche

Les jours précédents, s'adressant directement à l'électorat de gauche, Marine Le Pen s'était aussi allègrement servie dans le

vocabulaire de Jean-Luc Mélenchon, reprenant entre autres le terme d'« oligarchie » à son compte (auparavant, elle parlait plutôt du « système » ou de la « caste »), disant même à propos de sa personne : « Je suis une insoumise ». Une allusion à peine voilée au mouvement de Mélenchon. Dimanche 30 avril au matin, Marine Le Pen avait aussi parlé de « planification écologique », autre terme cher à Mélenchon, lors d'un

déplacement à Gardanne, devant l'usine d'aluminium Altéo. Cette dernière a été épinglée pour avoir déversé depuis des années des « boues rouges » toxiques dans la Méditerranée. Le but officiel de la visite de Le Pen était de démontrer qu'un « État stratège » – maître-mot de son discours économique depuis 2012 – devait être capable de marier préservation de l'environnement et emploi. Or, manque de bol, les portes de l'usine sont restées fermées à la candidate du FN : « Pas grave ! », les caméras étaient au moins présentes...

Des clics et des couacs

De son point de vue, sa visite à l'usine Whirlpool à Amiens – en lutte contre la menace de 300 suppressions d'emplois – mercredi 26 avril s'est nettement mieux déroulée. Elle a réussi à doubler Emmanuel Macron, rendant visite au piquet de grève en présence de nombreux médias, à l'heure où le candidat libéral était cantonné à la Chambre du commerce avec quelques représentants du personnel. À cette occasion, un délégué CFDT de l'usine s'est affiché comme électeur du FN, avant d'être rappelé à l'ordre par la direction du syndicat.

En revanche, un couac monumental a résulté du remplacement de Marine Le Pen – ayant pris « congé de la présidence du FN » jusqu'à la fin de l'élection – à la tête du parti. Jean-François Jalkh, membre du parti depuis 1974, devait la remplacer en tant que président intérimaire. Or, manque de bol, il a été immédiatement rendu public qu'il avait assisté à une commémoration en l'honneur du maréchal Pétain en 1991, et qu'en 2000, il a tenu des propos ouvertement négationnistes sur le génocide des juifs. En catastrophe, la direction du FN a dû le remplacer par Steeve Brioso vendredi dernier. Chassez le naturel, et il revient au galop...

Bertold du Ryon



En action !

Strasbourg (67) Anticapitalistes et antifascistes !

Le 1^{er} Mai à Strasbourg, c'est d'abord la manifestation traditionnelle à l'appel de l'intersyndicale, sous la pluie cette année. Il en fallait pourtant plus pour dissuader les quelques deux mille personnes qui avaient fait le déplacement pour la manifestation, et les 200 personnes qui se sont retrouvées ensuite pour la fête anticapitaliste organisée par le NPA 67. Parmi les cortèges, outre les bannières syndicales et le camion sono traditionnel, les jeunes du NPA 67 avaient fait le déplacement avec une banderole où l'on pouvait lire « Nous promettons de résister ». Une promesse de lutte donc, qui fait écho à l'affiche du second tour Macron-Le Pen, avec un cortège du NPA très dynamique. Une ambiance déterminée à l'image de la jeunesse strasbourgeoise mobilisée depuis les résultats du 1^{er} tour et qui avait déjà manifesté samedi contre l'affiche du second tour. Une mobilisation pour affirmer notre propre autonomie dans la période et notre volonté de nous affronter au prochain gouvernement.



Dans ce contexte, la fête anticapitaliste qui a suivi a été une franche réussite puisque nous avons dépassé nos espérances d'affluence, faisant mieux que l'année dernière. Nous avons su trouver l'oreille et gagné la sympathie d'un public fidèle à notre fête. Ce moment de convivialité, organisé depuis plusieurs dizaines d'années par la LCR puis le NPA, c'est aussi la possibilité de discuter autour d'un verre, de bavarder en mangeant un couscous et de prendre contact avec le NPA. C'est un moment de visibilité pour notre organisation, grâce à la diffusion de notre presse, à la couverture médiatique et bien sûr au bouche à oreille.

Enfin nous avons voulu donner à cet événement une dimension internationaliste et antifasciste. Parce que la séquence actuelle est marquée par le repli national et par l'arbitraire de l'État d'urgence, par la répression tous azimuts et par la menace d'un fascisme qui progresse toujours davantage. Nous avons besoin d'un front social large, unitaire et démocratique. C'est bien cette volonté que nous porterons, dans la jeunesse et ailleurs, dès la semaine prochaine puisqu'une manifestation est d'ores et déjà prévue la veille du second tour. Alors oui « Nous promettons de résister » et quel que soit le résultat des urnes, nous continuerons à scander « Antifascistes ! Anticapitalistes ! ». Tant qu'il le faudra !

MÉLENCHON **Le silence est d'or ?**

Après son intervention au soir du 1^{er} tour de la présidentielle, Mélenchon s'était fait discret. Le temps du silence est terminé... et il se voit désormais Premier ministre de cohabitation.

Pendant quelques jours, le candidat de La France Insoumise était injoignable. Depuis sa déclaration au soir du premier tour dans laquelle il n'avait pas donné de consigne de vote pour le second tour et s'en remettait à la consultation des Insoumis (243 128 exprimés : 36 % en faveur du vote blanc, 35 % en faveur d'un vote Macron et 29 % pour l'abstention), Mélenchon était resté silencieux. Silencieux malgré les injonctions, les reproches venant de toutes parts... Ainsi, pour Yannick Jadot (entre autres) : « Quand on défend la France métissée, on la protège contre le Front national. Parce que ça ne sera pas Jean-Luc Mélenchon qui sera victime de l'ostracisme, de la stigmatisation, ou du racisme dans ce pays. » Très proche du PCF, le romancier Didier Daeninckx, lui, a exigé dans les pages de *Libération* que Mélenchon retire par « décence » le triangle rouge (insigne des déportés communistes dans les camps nazis) qu'il porte depuis de nombreuses années... Le silence a donc pris fin, et comme pendant toute sa campagne, Mélenchon a d'abord fait reparler de lui via une vidéo publiée sur sa



1^{er} Mai, Mélenchon retrouve la rue... avant le retour aux urnes. DR

chaîne YouTube. Il est revenu sur sa défaite, qui « laisse beaucoup d'amertume », et, ne donnant pas de consigne de vote, a affirmé : « Franchement, est-ce qu'il y a une seule personne parmi vous qui doute du fait que je ne voterai pas FN ? Tout le monde le sait ! » Il a fustigé le « front républicain » qui « consiste à donner des brevets de pompiers à des pyromanes. Je n'ai rien de commun avec Les Républicains, je n'ai rien de commun avec le Parti socialiste sur le plan des orientations politiques », se positionnant comme le seul opposant à Macron. Ses porte-parole ont

ensuite assuré le service après-vente : « Pas une voix pour Marine Le Pen » ! Des positions réaffirmées par Mélenchon lors de son passage au JT de TF1 dimanche.

Et encore les urnes...

Ce qui semble motiver son choix de préserver l'unité de son socle électoral est de transformer la dynamique des présidentielles pour former une majorité lors des législatives de juin prochain, indiquant qu'il était « prêt à gouverner le pays si nous avons la majorité ». Car c'est en juin que, pour lui, « tout va se jouer ». « Je dis donc

aux gens, à mon avis la France va se débarrasser de Mme Le Pen à cette élection présidentielle. Et nous, dans un mois, nous allons tous ensemble nous débarrasser de la politique de M. Macron ». Mélenchon se pose donc d'ores et déjà en figure de proue de la future opposition à Macron, mais une nouvelle fois une opposition qui ne se fait que dans les urnes... Bien loin de l'urgence de créer un véritable rapport de forces social et politique pour stopper les reculs et imposer nos revendications. Et cette fois encore, il en reste persuadé, son pari peut se concrétiser. Au final, force est de constater que La France insoumise est parvenu à marginaliser le PCF, et même le PS ! Mais à cette heure, rien ne permet de savoir quelles configurations à gauche seront en présence sur le terrain électoral. Le ticket France Insoumise semble désormais attirer les ambitieux puisque EÉLV, allié à Hamon pendant les présidentielles et fervent opposant à Mélenchon... lui propose maintenant de « créer les conditions de candidatures communes aux législatives dans un maximum de circonscriptions » entre écologistes, mélenchonistes, communistes et socialistes... Le PCF propose de son côté un accord de retrait réciproque portant sur « 15 circonscriptions gagnables ». « L'unité » reste un combat... **Sandra Demarcq**

NO COMMENT

Ne négligez pas de cogner le lepénotrotskisme qui s'étend tous les jours davantage dans la jeunesse comme une maladie infectieuse.

Conseil à Macron par JACQUES-ALAIN MILLER, psychanalyste, dans un texte « Le bal des lepénotrotskistes (farce) », publié sur le site de Bernard-Henri Lévy, La règle du jeu

De chronique, la crise coréenne est devenue aiguë depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Sur fond d'instabilité générale, elle se joue à trois niveaux: les rapports de forces mondiaux entre puissances; les vives tensions à l'œuvre dans l'ensemble de l'Asie orientale; la rupture ou le maintien du statu quo entre les deux Corée. À cela, rajoutons encore la situation aux USA, où Trump est tenté de compenser ses échecs en matière de politique intérieure en créant un climat de mobilisation nationale contre une menace extérieure – qu'elle soit russe, chinoise ou nord-coréenne.

Les enjeux de la crise coréenne sont si nombreux que les incertitudes sont grandes et les dangers de «dérapages non contrôlés» réels...

Dossier réalisé par Pierre Rousset

État de crise en Asie du Nord-Est



CORÉE: UNE PAIX JAMAIS SIGNÉE

La guerre de Corée (1950-1953) remonte à 65 ans, mais aucun traité de paix n'a été signé, seulement un armistice. La péninsule vit toujours officiellement sous état de guerre, une situation qui n'est pas formelle. Les États-Unis notamment en particulier espèrent toujours emporter une victoire qui leur a échappé le siècle passé...

Les péninsules occupent souvent une position géostratégique disputée. C'est bien le cas ici. L'influence japonaise s'affirme à la fin du 19^e siècle aux dépens de la Chine, militairement défaite par le premier impérialisme asiatique. En 1910, le pays est purement et simplement annexé par Tokyo. Il ne retrouve son indépendance qu'en 1945 avec la capitulation du Japon. Moscou et Washington ont alors décidé de désarmer eux-mêmes l'armée japonaise, créant deux zones d'occupation au nord et au sud du 38^e parallèle.

Au sud, un influent comité nationaliste de gauche et communiste proclame la création d'une République populaire, s'opposant au gouvernement provisoire de Syngman Rhee que les États-Unis soutiennent. Ce combat est

endogène: il n'est «exporté» ni par Moscou ni par Pékin ni par Kim Il Sung. Washington riposte en instaurant un régime militaire à Séoul. L'armée US supprime les comités d'indépendance nationale en s'appuyant sur la police nipponne, sur des fonctionnaires japonais et leurs collaborateurs coréens. En 1948, Syngman Rhee est élu président de la République de Corée (Corée du Sud). Des guérillas communistes résistent à l'établissement de son pouvoir dictatorial. La République populaire est à son tour proclamée en Corée du Nord, avec des élections clandestines organisées au Sud.

L'ascension despotique de Kim Il Sung...

C'est dans ce contexte de guerre civile au Sud qu'éclate le conflit coréen en 1950. Il prend rapidement une dimension internationale.

Sous le drapeau de l'ONU, les États-Unis engagent un puissant corps expéditionnaire. L'armée du Nord est refoulée jusqu'aux abords de la frontière chinoise. Pékin (qui souhaitait pourtant se consacrer à la reconstruction du pays) entre en lice, repoussant à son tour les forces étatsuniennes jusqu'au 38^e parallèle. Le front se stabilise et, en 1953, une zone démilitarisée de 4 km de large est constituée entre les deux États, devenant de fait l'une des plus riches réserves naturelles de la planète.

Ce que Philippe Pons appelle la «nébuleuse communiste» coréenne comprenait quatre composantes: la résistance intérieure, les exilés en Union soviétique, le groupe de Ya'nan ayant rallié le Parti communiste chinois et une unité de partisans opérant en Chine sans avoir intégré le PCC.

Kim Il Sung dirigeait cette unité. Il n'est revenu en Corée du Nord qu'un mois après l'armée russe. Moscou a favorisé son ascension à la tête du nouveau régime, alors que sa fraction était très minoritaire à la direction du Parti communiste coréen. Il n'est pas pour autant devenu leur homme lige. Au cours des années 1950 et 1960, il a consolidé à coups de purges sa mainmise sur le pouvoir. Les premiers sacrifiés furent les communistes de l'intérieur, éliminés à l'occasion de procès truqués. Les «pro-soviétiques» et les «pro-chinois» subirent plus tard un sort similaire.

Le régime est devenu despotique, puis dynastique...



Kim Il Sung, une imagerie officielle très marquée... DR

UNE RÉGION EN ARMES

Malgré le rapprochement sino-américain qui commence avec l'entrée de la République populaire de Chine au conseil de sécurité de l'ONU (1971) et le voyage de Nixon à Pékin (1972), les conditions n'ont jamais été réunies pour mettre définitivement fin à l'état de guerre dans la péninsule coréenne.

Les États-Unis ont maintenu le dispositif militaire qu'ils avaient renforcé durant la guerre du Vietnam, particulièrement puissant en Asie du Nord-Est. La Chine ne voulait à aucun prix courir le risque, en cas de réunification de la Corée, de voir les forces US camper à ses frontières. Pas de solution donc «à l'allemande», seulement un gel prolongé de la situation.

Un régime en survie

Le régime nord-coréen ne s'est pas effondré, comme l'espéraient probablement des dirigeants américains, et ce, malgré différents facteurs: crises sociales internes (famine dans la seconde moitié des années 1990, pénuries...), implosion de l'URSS, ralliement au capitalisme de Pékin et développement de ses liens avec la Corée du Sud, mort du grand leader (Kim Il Sung) puis de son fils, sanctions internationales, pressions exercées et attaques très concrètes menées par Washington (guerre électronique)...

Comme le note Philippe Pons, «s'il n'avait été que stalinien, il n'aurait pas survécu», malgré le recours à la terreur. La mentalité de forteresse assiégée lui aurait notamment permis de mobiliser un nationalisme/patriotisme, ethnique plus que politique, forgé sous l'occupation japonaise et de construire un «récit national» liant le passé récent à la résilience d'un «État-guérilla».

L'intérêt de cette question est qu'elle permet de comprendre pourquoi la politique US a



Le régime exhibe ses missiles, meilleurs remparts contre la «pression» étatsunienne. DR

échoué, la menace permanente renforçant des mécanismes idéologiques de survie du régime. Pyongyang a par ailleurs tiré une leçon de l'actualité internationale: seule la possession de l'arme nucléaire protège efficacement un pays «ennemi» d'une intervention occidentale. L'engrenage qui a suivi l'annonce du programme nucléaire nord-coréen aurait probablement pu être enrayeré sur la base des accords négociés par Washington, à partir de 1994, sous la présidence de Bill Clinton. Mais ces accords ont été unilatéralement rompus par George Bush qui a, de plus, placé la Corée du Nord dans «l'axe du mal». L'administration Obama a fondamentalement maintenu la même posture. Les grandes manœuvres aéronavales conjointes USA-Corée du Sud ont pour thème un débarquement ou des infiltrations au Nord. Tout un système

de guerre électronique a été mis en place pour saboter à distance les programmes nord-coréens.

L'escalade militaire, jusqu'où?

Une fenêtre d'opportunité s'est refermée avec la montée des tensions sino-étatsuniennes en Asie orientale. Toute la région est maintenant sur pied de guerre. En mer de Chine du Sud, Pékin a conquis l'initiative. Sept îles artificielles ont été créées sur lesquelles des installations militaires, pistes d'aéroports et bases de missiles ont été construites. Le programme d'armement chinois se développe et un second porte-avions vient d'être mis à flot, de fabrication entièrement nationale (la coque du premier avait été achetée à la Russie).

Dans ces conditions, les États-Unis tiennent d'autant plus à maintenir leur contrôle sur les

TRUMP, LA VOLONTÉ DE PUISSANCE

Le « facteur » Trump ajoute une incertitude de plus à une situation déjà très dangereuse. Il a dérouté un porte-avion US et sa flottille pour les positionner au large de la Corée, et il souffle au fil de ses déclarations le chaud militariste et le froid diplomatique.

Deux données cependant sont particulièrement inquiétantes. Lors des cent premiers jours de sa présidence, Trump a accumulé des revers sur le plan intérieur, contré par les juges, les États, et le Congrès, fût-il Républicain... Il se heurte à une série de marches et mobilisations massives en défense des femmes, des immigrés, de la Terre, de la recherche scientifique, contre son programme fiscal... Il cherche à reprendre la main en invoquant les menaces extérieures, inversant pour ce faire sa politique russe ou syrienne, affirmant la puissance de feu sans pareille des États-Unis, ordonnant des frappes spectaculaires en Syrie ou en Afghanistan pour montrer que les USA peuvent agir sans prévenir et sans consulter ses alliées...

La guerre grandeur nature...

Trump a constitué un gouvernement d'hommes d'affaires et de généraux. Il a promis un programme d'armement massif, mais son financement risque d'être à son tour remis en cause



Le Premier ministre japonais Shinzo Abe et Donald Trump, goodbye la paix... DR

par le Congrès. L'état-major et le complexe militaro-industriel s'en inquiètent. Et invoquer sans relâche le danger nord-coréen est une façon de faire pression sur les parlementaires. Le bombardement effectué en Afghanistan n'avait aucun sens sur ce théâtre d'opérations. Un réseau d'abris souterrain d'Al-Qaïda a été détruit, mais cette organisation n'est qu'une composante mineure du conflit. Le véritable ennemi, ce sont les talibans qui ont probablement

été confortés politiquement par la violence destructrice de l'attaque. Un « signal » international, y compris envers la Chine et la Corée du Nord, a certes été donné quant à la détermination US, mais il y a plus. La « mère des bombes », la plus puissante bombe au monde, n'avait jamais été utilisée. Tout armement doit cependant être testé en grandeur véritable.

Un danger imprévisible

C'est bien pour cela qu'en août 1945, Hiroshima et Nagasaki ont

été nucléarisés : il fallait se dépêcher de comparer les effets de la bombe A et de la bombe H avant que la capitulation du Japon ne soit officiellement annoncée... Et tant pis pour la multitude des cobayes humains, pour une population civile anéantie et irradiée dans l'holocauste nucléaire. L'armement doit être produit... et donc utilisé. Telle est la logique guerrière du complexe militaro-industriel.

Trump a des raisons que la raison diplomatique ignore. Il ne connaît rien du monde (si ce n'est des affaires) et ne demande pas leur avis aux ambassades ou aux services concernés de l'administration. Son action politique reste erratique : depuis son élection, il a plus d'une fois brutalement changé d'orientation sur le plan international. Il est un facteur d'instabilité, d'imprévisibilité, et les alliés des États-Unis en sont conscients, au Japon comme en Corée du Sud ou en Australie. L'unilatéralisme des USA les inquiète. Ils savent que la Maison-Blanche peut prendre des décisions pour eux lourdes de conséquences sans même les consulter.

LA PAROLE AUX PEUPLES

Les raisons d'espérer ne manquent cependant pas...

La population sud-coréenne a renversé après des mois de mobilisations géantes une présidence corrompue et un parti militariste. Elle opte, majoritairement, pour une politique de négociation plutôt que de provocation à l'égard du Nord. Des actions symboliques ont été menées, comme par ces quarante militantes féministes qui ont franchi ensemble la ligne de démarcation. Des manifestations se sont déroulées près de Seogju, là où le bouclier antimissile Thaad est implanté, et se sont heurtées aux forces de police. Une coalition de mouvements s'oppose aussi à l'établissement d'une base navale dans l'île méridionale de Jeju.

Démilitariser l'espace maritime

Au Japon, la résistance civique à la remilitarisation du pays reste très profonde, malgré les tirs de missiles nord-coréens qui viennent s'abîmer au large de l'archipel, malgré aussi une propagande constante de la droite radicale. À Okinawa, l'opposition aux bases militaires US ne faiblit pas. Dans toute la région, l'idée fait son chemin que seule la démilitarisation de l'espace maritime permettra d'éviter la guerre. L'enjeu des conflits en Asie orientale est très directement mondial. Des mouvements anti-guerres devraient apporter leur soutien aux résistances asiatiques, en Europe mais, plus important encore, aussi aux États-Unis.



Le 26 février, manifestation à Seogju contre le déploiement du Thaad, le système de missiles antibalistiques américain en Corée du sud. DR

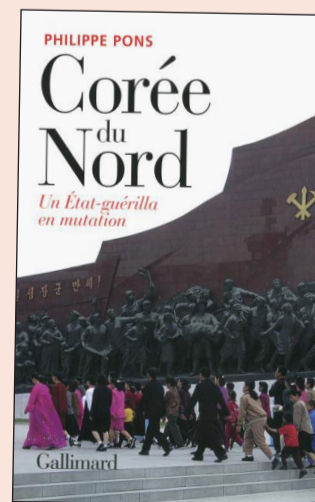
UN LIVRE DE RÉFÉRENCE : Corée du Nord. Un État-guérilla en mutation¹, Philippe Pons

Les éditions Gallimard viennent de publier cet ouvrage de Philippe Pons. Une initiative particulièrement bienvenue tant ce pays est mal connu. L'auteur, journaliste au Monde, réside depuis des décennies au Japon et a effectué de nombreux voyages dans la péninsule coréenne des deux côtés de la ligne de démarcation.

L'objet de ce livre, nous dit Philippe Pons, est « d'essayer de comprendre pourquoi la Corée du Nord est ce qu'elle est devenue en cherchant à

démonter les mécanismes de son régime et à l'inscrire dans une histoire afin d'en appréhender l'ancrage socioculturel, la dynamique et les mutations sociales en cours. Ce qui ne signifie pas, faut-il le préciser, ignorer une noire réalité... » Ce faisant, l'auteur met à mal bien des lieux communs. C'est l'œuvre d'un historien attaché à l'étude des cultures (voir aussi ses publications sur le Japon) et pas seulement d'un journaliste. Une lecture chaudement recommandée à qui veut aller au-delà des clichés.

1 - Gallimard, 2016, 34,50 euros



Chronologie

1894-1895 | Première guerre sino-japonaise (victoire du Japon)

1904-1905 | Guerre russo-japonaise (victoire du Japon)

1910 | Annexion de la Corée par le Japon

1931 | Conquête de la Mandchourie par le Japon

1937-1945 | Seconde guerre sino-japonaise et Seconde Guerre mondiale

1945 | Libération de la Corée. Création de deux zones d'occupation au Nord (Russie) et au Sud (États-Unis). Guerre civile au Sud

1948 | Proclamation de la République de Corée au Sud (Syngman Rhee) et de la République populaire de Corée au Nord (Kim Il Sung)

1950-1953 | Guerre de Corée

1994 | Mort de Kim Il Sung. Son fils Kim Jong Il lui succède

1994-2001 | Accords visant à geler le programme nucléaire nord-coréen signé avec l'administration Bill Clinton aux États-Unis

2001 | Élection de George W. Bush aux États-Unis. Rupture unilatérale des accords

2006 | Premier essai nucléaire souterrain en Corée du Nord

2009-2017 | Développement par Pékin d'un réseau de bases militaires en mer de Chine du Sud. En 2017, il devient opérationnel

2009-2017 | Présidence Barak Obama aux États-Unis

2009 | Essai nucléaire nord-coréen

2011 | Mort de Kim Jong Il. Son fils Kim Jong Un lui succède

Depuis 2012 | Shinzō Abe, Premier ministre japonais

2013 | Crise des missiles. Essai nucléaire nord-coréen

2016 | Élection de Donald Trump aux États-Unis (entrée en fonction en janvier 2017). Destitution de la présidente Park Geun-hye en Corée du Sud

2017 | Tirs de missiles nord-coréens. Installation du système de missiles antimissiles Thaad en Corée du Sud où des élections sont prévues en mai. Poursuite de la course aux armements dans la région. État de crise

CENTRES D'APPEL SOUS-TRAITANTS

Convergence des luttes à l'horizon



Webhelp, une grève pas virtuelle... DR

L'actualité dans les centres d'appel prestataires montre que la situation politique et sociale, toute difficile qu'elle soit, offre malgré tout des perspectives.

Les salariéEs de plusieurs entreprises de ce secteur sont entrés en lutte dans le cadre des Négociations annuelles obligatoires (NAO). Depuis cinq mois, à l'appel de la CGT et de SUD, les salariéEs des sites caennais de la société Webhelp débrayent régulièrement dix minutes par heure, avec des temps forts de grève les samedis. Leurs collègues de Vitré (35) les ont rejoints samedi 29 avril, avec pour résultat une grève majoritaire sur l'ensemble des sites concernés.

Patrons « sociaux » ?

Leurs revendications ? Simplement qu'ont reconnaisse un minimum leur travail, et qu'une partie de la richesse qu'ils créent par ce dernier soit redistribuée, notamment via des augmentations de salaires et l'octroi d'un 13^e mois. Les patrons de Webhelp aiment à vendre l'image d'une entreprise soucieuse du bien de ses « collaborateurs » et qui s'implante prioritairement en France. Une image qui est loin de coller à la réalité d'une boîte qui non seulement compte plus de salariéEs hors de France, mais en plus joue la concurrence entre ses différentes unités (qui sont d'ailleurs créées à coups d'aides et de subventions publiques). Ces patrons « sociaux » n'hésitent d'ailleurs pas à faire du chantage à la délocalisation vis-à-vis des salariéEs de Caen en lutte.

Intersyndicale nationale

Les dirigeants des autres boîtes du secteur ayant le même portefeuille en peau d'oursin, les NAO se sont soldées partout de la même manière : des augmentations ridicules, qui seraient justifiées par le contexte de crise. Les salariéEs d'Acticall et d'Armatis-LC seront elles et eux aussi en grève, respectivement les 2 et 3 mai, là aussi à l'appel de la CGT et de SUD. Ces deux organisations syndicales ont d'ailleurs constitué une intersyndicale nationale à l'occasion des négociations salariales qui ont lieu sur la convention collective des prestataires de services. Elles appellent l'ensemble des salariéEs du secteur à débrayer et se mettre en grève les 13 et 15 mai, avec la perspective clairement posée de faire converger l'ensemble des luttes des centres d'appel.

Édouard Gautier

CONSEIL POLITIQUE NATIONAL

Pas de retour à la normale

La direction du NPA s'est réunie le week-end des 29 et 30 avril pour réaliser un premier bilan de la campagne présidentielle et tracer des perspectives, en particulier sur les élections législatives.

La discussion a principalement porté sur le résultat du 1^{er} tour, avec la place prise par le FN, l'élimination des partis principaux de la 5^e République, les recompositions en cours dans les partis institutionnels... Dans ce cadre, nous analysons le score du FN, avec 7,7 millions de voix, comme un réel danger pour les classes populaires sur les plans démocratique et social, et celui des discriminations. Le NPA ne donne pas de consigne de vote tout en ne mettant pas sur un pied d'égalité Le Pen et Macron.

Pour citer la déclaration du soir du 1^{er} tour, confirmée par le CPN : « Beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron. Nous comprenons la volonté de rejeter le danger mortel [...] que représenterait l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen. Mais nous voulons rappeler que ce sont bien les politiques d'austérité et sécuritaires [...] qui restent la cause de la montée du FN et de ses idées nauséabondes. Macron n'est pas un rempart contre le FN, et pour faire reculer durablement ce péril, il n'y a pas d'autre solution que de reprendre la rue. »

Le CPN a donc discuté de la nécessaire mobilisation contre le FN, tout en anticipant le fait que, quel que soit le gagnant du second tour, il faudrait une mobilisation de masse contre sa politique.

Continuer à faire résonner l'anticapitalisme

Nous avons également discuté des suites militantes à donner à notre campagne présidentielle. Son écho a largement dépassé le score de 1,1% obtenu par Philippe Poutou. Nous souhaitons donc proposer à toutes celles et tous ceux qui se sont reconnus

dans cette campagne de continuer à agir, en s'organisant avec le NPA ou en participant aux prochaines activités. Dans cette optique, nous avons décidé le lancement d'une souscription pour soutenir l'activité quotidienne du NPA et présenter des candidatures aux élections législatives. Nous avons également décidé de rencontrer Lutte ouvrière pour leur proposer une répartition des circonscriptions pour cette élection. En effet, si nous ne savons pas encore qui va gagner le second tour de la présidentielle, nous considérons qu'il y aura besoin d'une voix anticapitaliste dans la prochaine période, pour affirmer la nécessité de construire les mobilisations contre les politiques libérales, racistes et policières, et présenter la nécessité d'une rupture avec le système, avant que celui-ci ne tourne au cauchemar.

Antoine Larrache

SYNDICATS ET SECOND TOUR

Mauvaise clarté contre ambiguïtés

Il aura finalement fallu que Le Pen et Macron se bousculent devant l'usine Whirlpool d'Amiens pour que les préoccupations sociales reviennent sur le devant de la scène médiatique et de la campagne présidentielle.

Un retour qui accroît la responsabilité des directions syndicales dans le renforcement des mobilisations à partir du 1^{er} mai mais aiguise les contradictions pour les consignes de vote au second tour...

Échos du premier tour...

Tout d'abord, il est confirmé que l'appartenance à un syndicat reste largement un vaccin anti-Front national¹. Si les seuls sympathisantEs des syndicats avaient voté au premier tour de l'élection présidentielle, Mélenchon et Macron auraient été à égalité (28%), Le Pen et Fillon loin derrière à 13%, suivis par Benoît Hamon (11%). Inversement, si seules avaient voté les personnes se disant proches d'aucun syndicat, Le Pen serait arrivée en tête (25%) suivie de Macron (23%), Fillon (19%) et Mélenchon (17%). C'est moins d'un ouvrier sur sept qui a voté pour le FN si l'on tient compte des abstentionnistes et des non-inscrits (notamment les très nombreux ouvriers qui ne peuvent avoir la nationalité française). Plus surprenante, la chute de François Fillon chez les actifEs à 13%, alors que sa moyenne nationale est de 20% (contre 22% en 2012 pour Sarkozy).

La pénétration du vote d'extrême droite est inégale selon les syndicats : 24% des salariéEs qui se déclarent proches de FO (contre 31% en 2012). À l'opposé, la CFDT serait la moins frappée avec seulement 7% (en baisse de 5%). Le vote pour le FN a, en revanche, progressé à la CGT, passant de 9% en 2012 à 15% 2017. Un niveau semblable pour toutes les organisations syndicales, à l'exception de la FSU qui est à 9%.

Les sympathisantEs CGT ont majoritairement voté pour Mélenchon (51%), puis Le Pen (15%), Hamon (13%), Macron (12%) et Poutou (3%). Pour la CFDT, Macron à 48% devant Fillon (15%), Mélenchon (14%), Hamon (12%) et Le Pen (7%). Pour FO, Mélenchon à 32%,

Dans la manifestation du 1^{er} Mai à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

devant Le Pen (24%), Macron (15%) et Hamon (11%). Du côté de la CFE-CGC, François Fillon en tête (à 43%), devant Macron (31%) et Le Pen (13%). À la CFTC, Fillon premier (à 34%) devant Macron (29%) et Le Pen (14%). À Sud-Solidaires, Mélenchon en tête (à 53%) devant Hamon, Macron et Le Pen (ex-æquo à 13%). Pour l'Unsa, Macron (42%), Mélenchon (16%), Le Pen (14%) et Hamon (13%). Enfin, la FSU, avec Mélenchon (43%) devant Macron (19%) et Hamon (18%).

Du 1^{er} mai au second tour

Contrairement à 2002, le résultat du premier tour n'a pas été suivi d'une réaction massive, dans la rue, à dimension largement spontanée.

Cette ambiance avait imposé aux directions syndicales (hors FO) la construction d'une grande manifestation du 1^{er} Mai et contenu le vote Le Pen à moins de 18%.

Les reculs sociaux mais aussi la mobilisation contre la loi travail et les évolutions dans le champ syndical, notamment de la CFDT, modifient le cadre des discussions et prises de position des directions syndicales.

Pour la direction fédérale CGT : « L'utilisation des peurs, du terrorisme, les amalgames éhontés entendus lors de la campagne, la xénophobie, le racisme, le sexisme et l'homophobie, la préférence nationale ne résoudront pas les inégalités, le chômage et les bas salaires. La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate ». Si FO refuse toute consigne de vote, elle dénonce, avec la CGT, les « politiques d'austérité » dans la montée de l'extrême droite et rappelle, parmi les revendications,

son opposition à la loi travail soutenue par la CFDT...

Un positionnement qui explique que la CFDT ait organisé le 1^{er} mai, un « rassemblement républicain » avec l'UNSA et la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) pour « rejeter la vision réactionnaire et identitaire du Front national », et appeler à « voter massivement pour le candidat républicain ».

Mardi 25 avril, la commission exécutive de la CGT appelait à « faire barrage à l'extrême droite », « un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail ». Mais elle souligne que le premier tour est le résultat « des politiques libérales, des lois régressives, des remises en cause des droits », citant parmi les « mauvais coups » la loi travail et la loi Macron. « La CGT ne croit pas en l'homme providentiel »...

L'UNSA a appelé à « faire barrage » à Le Pen « en utilisant le bulletin Macron ». En revanche, la CFE-CGC « s'abstient de toute consigne ou recommandation ».

Dans ce paysage, les débats et contradictions traversent les organisations syndicales comme l'ensemble des salariéEs, avec des prises de position assises sur des bases différentes. Le refus de consigne de vote de FO renvoie autant au prétendu rejet de la politisation traditionnelle qu'à la difficulté à affronter la forte présence pro-FN dans certains syndicats. Si certaines ambiguïtés présentes dans des structures CGT sont la conséquence d'une tradition « front républicain » forte au PCF, les « Ni-ni » affirmés ici ou là peuvent relever d'une radicalité, mais parfois de pressions locales de positions elles aussi proches de l'extrême droite. Solidaires, de son côté, « réaffirme que pas une voix ne doit aller au FN ». Le plus clair est certes le positionnement des CFDT et Cie, vrais « macronniens », clairement condamnable.

Dans la continuité des manifestations de ce 1^{er} Mai, reprendre le chemin des mobilisations contre la loi travail reste le meilleur moyen de couvrir les voix du FN tout en combattant réellement les politiques anti-sociales d'un Macron.

Robert Pelletier

1 – Enquête pour Liaisons sociales « autodéclarative »

LVMH

Le monde va mal, le luxe va bien...

Alors que le chômage, la précarité et la stagnation des salaires mettent des millions de gens dans l'incertitude, les produits de luxe se vendent très bien.

Le petit monde boursier a suivi fin avril la réorganisation de LVMH, le groupe de luxe contrôlé par Bernard Arnault, dont la fortune a augmenté de 22% au cours de l'année passée pour s'établir à 41,5 milliards de dollars. Les

initiales LVMH fond référence au noyau initial du groupe (Louis Vuitton – maroquinerie –, Moët – champagne – et Hennessy – cognac), qui s'est depuis fortement développé et diversifié. L'opération en cours vise à racheter complètement le couturier Christian Dior et à renforcer le contrôle de la famille Arnault.

Celui-ci s'exerce par le biais d'une structure dénommée Groupe familial Arnault qui va désormais contrôler directement 47% du capital de LVMH. Cette opération a réjoui les actionnaires autres que les membres de la famille Arnault car les cours ont monté, mais surtout augmente de 6 milliards

Le quinquennat Hollande a permis l'augmentation du nombre des personnes incarcérées, exactement 3000 d'après le ministre de la Justice. Survivent donc aujourd'hui dans les prisons françaises 70 230 personnes... pour 58 760 places. Chaque nuit, entre 1400 et 1900 personnes dorment sur des matelas jetés par terre...

L'État français hors-la-loi

Avec des cellules de 9 m² dans lesquelles 2 voire 3 personnes s'entassent, on est loin de la recommandation européenne de l'encellulement individuel. La Cour européenne des droits de l'homme a d'ailleurs condamné l'État français à plusieurs reprises pour des traitements dégradants, assimilés à des actes de torture. Ces conditions de vie sont une atteinte profonde au droit à la vie privée, au respect de l'intimité, au droit à la sécurité de chacun. Des détenus et des surveillants constatent toujours la présence de rats, porteurs de maladies sérieuses dont la listériose, de punaises de lit, du manque d'hygiène, dont l'impossibilité de prendre une douche régulière. La surpopulation, cela signifie aussi des relations tendues des personnes incarcérées, entre elles et avec les surveillants, un surcroît d'actes de violence, des fouilles au corps systématiques... Le 13 avril, les surveillants ont manifesté devant de nombreuses maisons d'arrêt leur ras-le-bol de la surpopulation carcérale et

PRISONS Surpopulation carcérale, le scandale permanent!

L'Observatoire international des prisons (OIP), avec le soutien des barreaux de Paris, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, ainsi que celui de plusieurs associations d'avocats, saisit le juge des référés du tribunal administratif de Melun. Il s'agit de dénoncer les conditions de détention indignes et inhumaines dans les prisons françaises.



Ouvrir une école, c'est fermer une prison... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

du manque de moyens humains pour y faire face.

Comment la France en est-elle arrivée là ?

La question de la surpopulation exprime le mépris de l'État français pour une partie de la population, et c'est bien un mépris de classe. Car celles et ceux qui remplissent les prisons sont en grande majorité des auteurs de petits délits, des délits qui n'ont cessé d'être fabriqués, le soupçon par exemple, et pour lesquels les sanctions ont été constamment

durcies, comme pour l'outrage aux forces de l'ordre ou la rébellion. Ainsi, le nombre de personnes en détention préventive est passé de 16 773 à 20 450 pendant les cinq dernières années et les personnes souffrant de troubles psychologiques représentent aujourd'hui 30% de la population carcérale. Ces prisons de la misère sont un outil de gestion des populations les plus démunies, celles qui sont toujours présumées coupables, les jeunes des quartiers populaires, certains malades, les militants syndicaux ou associatifs

et plus largement celles et ceux qui contestent leur ordre.

Supprimer la surpopulation carcérale ?

Certainement pas en créant de nouvelles places de prison, comme le proposent Macron – qui en promet 15 000 de plus – et Le Pen – 40 000 ! Au contraire, il faut vider les prisons : faire sortir toutes celles et ceux qui n'auraient jamais dû y entrer : les personnes en souffrance psychique qui ont surtout besoin de soins, les prévenuEs en attente de jugement, les auteurEs de délits mineurs... Soit environ la moitié des prisonniers actuels ! Une telle politique supposerait le renforcement des moyens dédiés à l'éducation, la santé, la culture. Cela supposerait de développer systématiquement les alternatives à l'incarcération pour la plus grande partie des délits. S'il y a malgré tout incarcération, au moins que ce temps de privation de liberté soit le plus utile possible aux détenuEs, par l'étude, un travail rémunéré au SMIC, l'activité culturelle, sportive...
Roseline Vachetta

TATI Comment se débarrasser de ses salariéEs au coût le plus bas...

L'emploi de 1700 salariéEs de Tati est de nouveau menacé après la déclaration de cessation de paiement faite par le groupe Eram dont il est la propriété depuis 2004 et la procédure de redressement judiciaire qui devrait suivre dans la semaine...

Fondée en 1948 par Jules Ouaki à Paris, l'enseigne est en difficulté depuis l'arrivée de H&M, Zara, Kiabi et la multiplication des solderies en périphérie des villes. La direction du groupe affirmait il y a un mois que Tati n'avait plus aucune dette, mais elle prétend aujourd'hui que la dette cumulée de l'entreprise se monterait à 5,7 millions d'euros sur trois mois. En fait, la procédure pourrait être un bon moyen pour le groupe Eram de se débarrasser le plus rapidement possible de l'enseigne Tati et de ses salariéEs, en vendant à



La liquidation totale des salariéEs aussi ? DR

toute vitesse sans apporter aucune garantie sociale aux salariéEs. Ainsi il n'assure même pas le versement des salaires pour le mois d'avril, les

renvoyant à la charge des AGS tout en faisant payer par l'État le coût des 700, si ce n'est plus, licenciements (directs) envisagés...

La grande braderie...

Le groupe veut ainsi s'exonérer de sa responsabilité sociale à l'égard de ses salariéEs qui compte tenu de leur âge, de leur forte ancienneté et le contexte économique actuel, auront des difficultés à retrouver un emploi. Pour l'heure, seul Gifi a dévoilé le 21 avril dernier qu'il était prêt à reprendre « 110 des 140 magasins Tati », dont ceux situés dans le quartier de Barbès à Paris, avec la promesse de « sauver 1200 emplois directs ». Trois autres candidats sont connus : Centrakor, Stokomani et la Foir'Fouille. Ces trois discounters se sont alliés pour pouvoir reprendre ensemble une centaine de points de vente. La CGT Tati réclame la mise en place de négociations immédiates avec la direction du groupe Eram pour la sauvegarde de tous les emplois, et appelle les salariéEs à se mobiliser ces prochains jours... À suivre.
Correspondant

LA POSTE (92) Ils veulent licencier Gaël ? Les postierEs ne laisseront pas faire !

Ni une, ni deux mais trois fois : le licenciement de Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud activités postales 92 avait déjà été refusé en 2010 par l'inspection du travail...

Suite à un premier appel de La Poste, nouveau refus de licenciement prononcé cette fois en 2011... par le ministre du Travail de l'époque ! Nouvel appel de la direction de La Poste en 2014, auprès du tribunal administratif cette fois... et nouvel échec, le TA considérant comme le ministre que les droits de la défense n'avaient pas été respectés. Mais la quatrième tentative risque malheureusement d'aboutir : mardi 25 avril, la cour d'appel administrative de Versailles a décidé d'annuler les deux refus de licenciement prononcés par le ministre du Travail en 2011 et par le tribunal administratif en 2014. Gaël va donc repasser devant l'inspection du travail, pour effectuer une nouvelle enquête sur des faits de grève datant de 2010 !



Gaël Quirante, devant la cour administrative d'appel de Versailles 28 mars dernier. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Faire taire toute contestation...

Gaël risque donc d'être licencié d'ici quelques mois, car entre-temps, il a été déclaré pénalement coupable de « séquestration » : la procédure disciplinaire avait été en effet doublée d'une plainte au pénal de 13 cadres de La Poste. Au bout d'un autre marathon judiciaire, Gaël a écopé d'une amende avec sursis... Une peine symbolique mais suffisante pour le considérer coupable aux yeux de cette justice de classe. En s'acharnant contre Gaël, en lançant des procédures de licenciement contre Xavier de SUD Poste 92 ou contre Franck de SUD Poste Paris 8, La Poste cherche à faire taire une contestation persistante dans la plus grosse entreprise du pays, où pas un mois ne se passe sans que n'aient lieu de multiples conflits locaux. Face à cette politique, les représentants de SUD Poste 92 ont indiqué lors du rassemblement du 28 mars devant la cour d'appel de Versailles que leur syndicat se donnerait les moyens de maintenir l'activité syndicale de Gaël en direction des centres postaux, même en cas de licenciement. Une manière d'affirmer que coûte que coûte, c'est aux postierEs de choisir leurs représentants, pas aux patrons.
Correspondant

d'euros le patrimoine d'Arnault (celui-ci endette le groupe mais reçoit à titre personnel le produit de l'emprunt...).

Toujours plus pour Arnault...

Tout baigne donc pour Arnault et sa famille, la seule ombre au tableau ayant été le film de François Ruffin, *Merci patron!*, qui a mis en lumière les dégâts sociaux créés par la façon dont LVMH gérait ses sous-traitants. Son écho a été important malgré les moyens dont dispose Bernard Arnault pour peser sur les médias... Le chiffre d'affaires de LVMH s'établit à 38 milliards d'euros : augmentation de plus de 20% entre 2014 et 2016. La France n'en représente que 10% alors que l'Asie hors Japon (c'est-à-dire surtout la Chine) en représente le quart. Pourquoi une telle prospérité de ce groupe de luxe (et des autres groupes français sur ce créneau) ? L'expansion de LVMH

s'inscrit dans un mouvement global. Le marché mondial des biens et services de luxe au sens large (pas seulement les parfums, alcools et vêtements mais aussi les voitures, les yachts, le tourisme haut de gamme...) a représenté l'an dernier un chiffre d'affaires de plus de 1000 milliards d'euros : une progression moyenne de 4%.

Et toujours plus d'inégalités !

L'expansion des ventes de ces produits a une cause très simple : l'augmentation des inégalités et la captation de la croissance par les revenus les plus élevés. « Une disparité croissante des revenus va de pair avec une croissance du marché du luxe », note ainsi Luca Solca, responsable des produits de luxe dans la banque Exane BNP Paribas. Ces inégalités permettent aux industriels du luxe à la fois d'étendre leur marché et d'augmenter leurs prix. Un indice international des prix des biens de

luxe calculé depuis 1976 a ainsi grimpé de 800% en 35 ans, contre 300% pour l'indice des prix des biens de consommation. Cette hausse des prix pratiqués reflète à la fois le pouvoir d'achat croissant des plus riches et leur comportement de consommation. Une part des produits de luxe sont également achetés par des membres des « classes moyennes » qui veulent marquer leur ascension sociale. La disponibilité à payer des prix très élevés s'explique secondairement par des différences de qualité et surtout par le fait que les produits de luxe ont une valeur sociale bien supérieure à leur valeur d'usage : ils permettent de se distinguer des « gens ». Le marché du luxe ne concerne pas les pays riches : partout dans le monde, les couches privilégiées sont concernées et les produits qu'elles se procurent sont parfois à des années lumières des possibilités financières de leurs concitoyens.

Ainsi sont mises en vente au Vietnam des voitures dont le prix représente... près de deux siècles de salaire d'un Vietnamien moyen. La santé insolente des industries de luxe n'a rien de paradoxale. Elle n'est pas contradictoire avec le marasme de l'économie et les incertitudes qui pèsent sur les conditions d'existence de la majorité de la population mondiale. Elle est une preuve supplémentaire de l'absurdité de l'économie capitaliste, incapable d'assurer à chacunE des conditions de vie digne, alors qu'une minorité nage dans l'opulence...
Henri Wilno

L'INDUSTRIE DU LUXE SE PORTE BIEN



PALESTINE

L'urgence du soutien à la grève de la faim

Alors que la grève de la faim entamée il y a 15 jours par 1500 prisonniers politiques palestiniens ne faiblit pas (voir notre article la semaine dernière), la solidarité internationale doit de toute urgence franchir un nouveau pas.

Des prisonniers déterminés, et tout un peuple derrière eux!

En dépit des fausses informations déversées par les autorités israéliennes, la grève de la faim ne faiblit pas. Une grève massive, déterminée, certaine de rencontrer la sympathie et le soutien de tout un peuple. Très suivie, la grève générale du jeudi 25 avril en soutien aux prisonniers s'est traduite par une véritable opération « ville morte » dans toute la Cisjordanie.

Le lendemain, « jour de colère », des affrontements ont opposé des jeunes manifestants à la police de l'autorité palestinienne. Cette dernière, en pleine collaboration avec Israël redoute une nouvelle Intifada et creuse chaque jour un peu plus le fossé avec la population, pour qui les prisonniers et leur grève sont un facteur central de l'unité nationale. C'est ainsi que le week-end dernier, le camp de Dheishah à Bethléem a été sauvagement attaqué par la police qui n'a pas hésité à employer des armes à feu contre les manifestants.



Le 17 avril dernier, manifestation à Ramallah en soutien aux grévistes de la faim. DR

«La plus grande démocratie du Moyen Orient» dans ses (basses) œuvres

Face à la détermination des grévistes, les déclarations des membres du gouvernement sioniste se multiplient. Pour Liberman, « Israël doit suivre la voie de Margaret Thatcher envers les prisonniers irlandais »... Un autre invite les autorités pénitentiaires « à les nourrir de force ». Yisrael Katz, ministre du Likoud, a regretté que Marwan Barghouti n'ait pas été exécuté...

Dans un régime inhumain d'isolement total, sans visites des familles, sans pouvoir rencontrer leurs avocats, les grévistes ont été privés de sel afin d'accélérer la détérioration de leur état physique. Cette punition collective n'émeut pas des organismes internationaux parfaitement informés de la gravité de la situation, Israël bénéficiant depuis sa création de la plus parfaite impunité internationale.

Développer la solidarité internationale

À l'occasion des manifestations du 1^{er} Mai, la solidarité avec la grève de la faim a pu s'exprimer dans de nombreux pays. C'était le cas à Paris ou des milliers de tracts d'information ont été distribués sur le cortège. Samedi dernier, un rassemblement de plus de 400 personnes s'était tenu place de la République à Paris, et d'autres initiatives – meetings, concert, et manifestation – sont en préparation. Des rassemblements ont également eu lieu en région, comme à Lyon, Saint-Étienne, Béziers ou Albrville...

La grève de la faim atteint un point critique, où les prisonniers voient leur état de santé se dégrader. Il n'y a pas une minute à perdre pour développer la solidarité. Cette campagne peut compter sur les structures militantes de soutien à la Palestine, et les militantes du NPA doivent s'investir pleinement dans celle-ci : prises de parole, rassemblements, actions BDS, pétitions, diffusions de tracts, émissions sur les ondes de radios locales... Il y a urgence!

Alain Pojolat

AFRIQUE DU SUD La crise politique s'accroît

Corruption, crise économique, augmentation du chômage, violences xénophobes... Le bilan de Jacob Zuma est peu reluisant, mais les populations, loin de baisser les bras, luttent et font bouger les lignes syndicales et politiques dans ce pays.

Depuis 2009, l'Afrique du Sud vit une crise économique qui frappe de plein fouet la majorité de la population. Le chômage touche six millions de travailleurs, soit 27 % de la population active. L'inflation augmente : en 2015, elle était de 4,6 %, et de 6,4 % en 2016.

Corruption et austérité

Cette situation sociale difficile s'accompagne de scandales réguliers qui éclaboussent les dirigeants de l'ANC, le parti au pouvoir. Le dernier en date est en relation avec le paiement des prestations sociales pour 17 millions de personnes. Effectué par Cash Paymaster Services, une société privée, son contrat devait se terminer fin mars, mais le 10 du mois, aucune mesure n'avait été prise par Bathabile Dlamini, la ministre du Développement social, obligeant la Cour constitutionnelle à ordonner la prolongation du contrat d'une année afin d'éviter toute rupture et de préparer le remplacement du prestataire. Dans cette affaire, la seule question qui se pose est de savoir s'il s'agit d'une totale incompétence ou d'une affaire de corruption, puisque en effet, cette fidèle soutien à Zuma était déjà compromise dans une autre affaire, celle des Travelgate.

En matière de corruption, Zuma donne l'exemple et reste le maestro incontesté. À tel point que le limogeage de son ministre de l'Économie, Pravin Gordhan, inquiète toute la société, car si ce ministre, bien vu des milieux d'affaires et de la



Jacob Zuma dans la tourmente. DR

finance internationale, a mené une politique libérale, il représentait cependant un garde-fou face à la voracité du clan Zuma pour les deniers publics. Le remaniement ministériel a de nouveau provoqué une grave crise politique dans le pays.

Crise du leadership de l'ANC

Au fur et à mesure des plans économiques des gouvernements, l'érosion de l'ANC s'accroît. Ainsi le parti gouvernemental a perdu lors des élections municipales de 2016 des villes importantes comme Johannesburg, Pretoria/Tshwane et Port Elizabeth/Nelson Mandela Bay.

Des voix importantes de la vieille garde de l'ANC comme Cyril Ramaphosa, le vice-président du pays, Zweli Mkhize, trésorier, et Gwede Mantashe, secrétaire général de l'ANC, appellent Zuma à quitter le pouvoir. Même les alliés de l'ANC, le Parti communiste et la

confédération syndicale COSATU ont soutenu cet appel.

Les deux principaux partis de l'opposition, l'Alliance démocratique, parti libéral de droite, et les EFF, les combattants de la liberté économique qui se réclament du socialisme, ont organisé plusieurs manifestations contre Zuma, qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

Mais Jacob Zuma n'a pas seulement profité du pouvoir pour s'enrichir, il s'est aussi créé au sein de l'ANC un réseau de personnes redevables qui maille les directions intermédiaires de l'organisation jusqu'aux provinces les plus reculées, cela afin de pérenniser le pouvoir en faveur de son clan.

Statutairement, Jacob Zuma doit quitter la présidence de l'ANC à la fin de l'année, et organise déjà sa succession... en soutenant son ex-femme Nkosazana Dlamini-Zuma. Ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine,

son bilan est loin d'avoir marqué les esprits.

Signes d'espoir...

Si le limogeage du ministre de l'Économie, Pravin Gordhan, a été justifié par le clan Zuma comme une transformation radicale de l'économie en faveur des plus pauvres, cela ne trompe plus grand monde. En effet la dernière mesure d'économie qui a été prise fut la suppression de la part gratuite d'eau potable pour les populations. Ce type de mesure ne fait qu'augmenter le désarroi et conduit à un approfondissement des violences xénophobes qui ont de nouveau endeuillé le pays il y a deux mois.

Mais dans le même temps, des luttes sociales se développent. Le champ politique et syndical évolue, comme en témoigne la création d'une nouvelle confédération syndicale, la SAFTU, revendiquant plus de 700 000 adhérents et se situant sur le terrain des luttes et de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement.

La montée en puissance de l'EFF qui a recueilli aux municipales 8 % reste sur le devant de la scène dans la contestation sociale. Enfin tout aussi prometteur est l'apparition d'une nouvelle génération militante issue des grandes luttes étudiantes de l'année dernière contre l'augmentation des tarifs universitaires et qui a, au cours de la lutte, largement remis en cause la politique libérale de l'ANC. Autant d'éléments qui permettent un espoir raisonné.

Paul Martial

Bluff, cynisme, naïveté feinte, tout est bon pour tenter de masquer qu'il est aujourd'hui le président le plus impopulaire de l'histoire.

Échecs, volte-face et recadrage

Trump avait prétendu signer un « contrat avec l'électeur américain » pour un « plan d'action de 100 jours », pour « rendre à l'Amérique sa grandeur ». Ces cent jours ont été une fantasmagorie improvisation où, d'échecs en volte-faces, Trump a été recadré par l'administration pour mener son offensive réactionnaire.

Dès le premier jour, il a signé un décret visant à empêcher l'application de l'Affordable Care Act, l'Obamacare. Il n'a pu aller plus loin, mis en échec par les ultraconservateurs républicains de la Chambre des représentants. Puis il a signé un décret permettant de contourner la loi sur la protection de l'environnement pour les projets d'infrastructures prioritaires, comme les restrictions pesant sur les pipelines et les centrales à charbon. Il a ordonné le gel des embauches dans la fonction publique... tout en amorçant le recrutement de 15 000 douaniers et gardes-frontières.

Le recadrage a été manifeste au niveau de la politique internationale. L'Otan, « obsolète », est devenue un « rempart pour la paix internationale et la sécurité ». La Chine honnie, à qui il allait déclarer la guerre commerciale, est devenue un partenaire dont le président Xi Jinping a été reçu avec tous les honneurs, et devient un allié face à la Corée du Nord. Alors que Trump annonçait une politique isolationniste, il développe bien au contraire une offensive militariste,

USA Les cents jours... de Wall Street et du Pentagone

« Les 100 premiers jours de mon administration ont tout simplement été les plus couronnés de succès de toute l'histoire », se vante Trump après avoir découvert, sans rire, que « les États-Unis, c'est mille fois plus gros que la plus grande entreprise du monde »...



dont le tir de 59 missiles de croisière Tomahawk contre une base militaire syrienne a été le violent signal. Et Poutine n'est plus son ami...

Wall Street encaisse

Les promesses de « magnifiques réductions d'impôts » et de « fantastiques accords commerciaux », stimulent

Wall Street, même si la « taxe d'ajustement à la frontière » sur les importations est tombée à l'eau.

Annoncée la semaine dernière, la réforme fiscale a de quoi réjouir toute la bourgeoisie, « l'une des plus importantes baisses d'impôts de l'histoire américaine », selon le conseiller économique de la Maison

Blanche... ex-numéro deux de Goldman Sachs. Le taux de l'impôt sur les sociétés passerait à 15 %, contre 35 % aujourd'hui. Sera aussi supprimée la taxe de 3,8 % qui était prélevée sur les revenus du capital pour financer le système d'assurance santé. En tout, un coût pour les recettes de l'État de 6200 milliards de dollars sur les dix prochaines années, compensé selon le secrétaire au Trésor par « un cercle vertueux » mythique qui permettrait aux USA de « retrouver une croissance économique durable ».

Reste à faire accepter cet énorme transfert de richesse dans les poches des riches au prix de la rigueur budgétaire et de l'austérité. Même les Républicains voient bien que cette démagogie risque de conduire à la catastrophe, d'autant que Trump vient de perdre face à la Chambre des représentants qui a refusé de financer le mur à la frontière du Mexique.

Et pour fêter son impopularité record, lors de son centième jour à la Maison Blanche, Trump a boycotté la réception de la presse accusée de tous les maux, et lancé une « aimable » invitation à Duterte, le dictateur philippin...
Yvan Lemaître

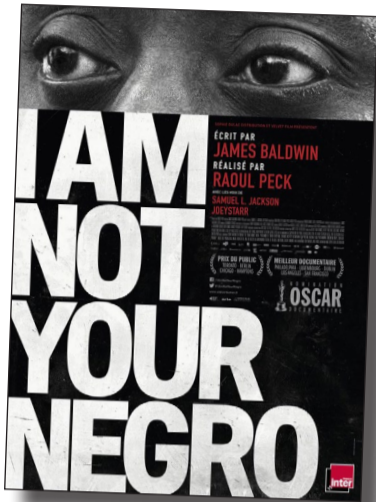
Documentaire

I am not your negro de Raoul Peck

Sortie le mercredi 10 mai 2017

Raoul Peck est un cinéaste dont l'engagement ne se dément pas...

Parmi sa longue filmographie, on peut citer un documentaire sur Patrice Lumumba, *Lumumba la mort du prophète*, une fiction sur l'ENA, *L'école du pouvoir*, et *Moloch tropical*, véritable chef d'œuvre consacré à un dictateur haïtien mégalomane. Cette fois, il s'est inspiré d'un manuscrit inachevé de l'écrivain noir James Baldwin qui évoque en particulier les assassinats de Martin Luther King, Malcom X et Medgar Evers, militant moins connu de la NAACP (National Association for the advanced of coloured people) dans les années 1960. « *L'histoire des Noirs en Amérique, c'est l'histoire de l'Amérique, et ce n'est pas une belle histoire* », dit James Baldwin qui dénonce « *le mensonge humanitaire de l'Occident* » dans une interview télévisée, face à



insoutenables de lynchages et de visages haineux, avec l'image qu'elle cherche à se donner grâce à l'univers hollywoodien, avec des comédies insipides où l'on voit des Blancs s'amuser et danser entre eux, alors que les Noirs n'occupent que des places de domestiques serviles et souriants.

D'hier à aujourd'hui

Le cinéaste rappelle que la prospérité de ce temple de la consommation où des familles heureuses poussent leurs caddies devant les caméras des publicitaires a été bâtie sur deux génocides, celui des Africains et celui des Indiens. Les héros de cet univers imaginaire sont les émules de John Wayne qui dégomment joyeusement à la Winchester des hordes d'Indiens qui chargent stupidement. « *L'Amérique de l'époque avait deux têtes de gondoles : Gary Cooper et Ray Charles, à condition qu'ils ne se rencontrent jamais.* »

un journaliste qui lui demande de façon candide de quoi il se plaint alors que le sort des Noirs ne cesse de s'améliorer... Le film de Raoul Peck met en parallèle la réalité cruelle de cette Amérique raciste, au travers d'images

Raoul Peck fait le lien avec la situation actuelle avec des images des manifestations de Black lives matter et les meurtres de jeunes Noirs par la police. « *Je vous connais mieux que vous ne me connaissez, dit encore Baldwin aux Blancs racistes, car j'ai été obligé de vous regarder.* » La lucidité et la subtilité de son texte, avec la voix de Samuel L. Jackson (dans la version originale), fait ressortir la souffrance et la révolte d'un homme doublement opprimé comme Noir et homosexuel.

La beauté et la violence des images sont soulignées par une bande son superbe, qui fait appel à quelques grands classiques du blues, en particulier le fameux « *Black, brown, and white* » de Big Bill Broonzy qui dénonce la discrimination. « *Le nègre est un personnage créé par l'idéologie dominante pour servir d'exutoire et masquer les problèmes de classe* », conclut Raoul Peck dans l'interview qui a suivi la diffusion de son film sur Arte fin avril. Fort heureusement son film sort en salle dans quelques jours. À voir et à faire voir!

Gérard Deltel

1 - En substance: « *Si t'es Blanc, ça va pour toi, si t'es foncé, ça peut aller, si t'es Noir, tire toi!* »

Essai

De la guerre comme politique étrangère des États-Unis, Noam Chomsky

Agone, 2017 (réédition), 10,20 euros

Cette quatrième édition actualisée d'un recueil d'articles et textes de Noam Chomsky sur la politique impérialiste des États-Unis (avec une préface d'Howard Zinn) vient à point nommé pour illustrer à quel point la politique que met aujourd'hui en œuvre Trump se nourrit d'une longue histoire dominée par l'unique objectif d'assurer la grandeur de l'Amérique, établir et conforter sa domination sur le monde. Ce livre apporte un éclairage saisissant articulant les faits et les propos cyniques des principaux dirigeants américains. La conquête de l'Irak devait être la première application de la « nouvelle grande stratégie impériale » de l'administration Bush. Celle-ci affirmait qu'il était dans l'intention des États-Unis de dominer le monde et de détruire toute puissance qui s'aviserait de les défier. Madeleine Albright, ambassadrice auprès des Nations unies, avait eu l'occasion de répéter au Conseil de sécurité le message du président Clinton selon lequel les États-Unis agiraient « *multilatéralement si possible, mais unilatéralement si nécessaire* ». Dans des messages au Congrès, son gouvernement avait affirmé le droit de « *recourir unilatéralement à la force militaire* » pour défendre les intérêts vitaux du pays, ce qui inclut de « *garantir l'accès illimité aux marchés clés, aux ressources énergétiques et stratégiques* ». Comme Albright le souligna elle-même avec raison, cette doctrine s'inscrit dans une longue tradition des États-Unis que décrit et dénonce Chomsky. Au-delà des nombreux exemples d'interventions américaines dans le monde, afin de sauvegarder leurs intérêts économiques, il y a une constante : leur mépris pour les traités internationaux dont Trump est le brutal continuateur.

Le livre illustre aussi les conséquences dramatiques de cette politique, son aveuglement, son incapacité à maîtriser sa propre logique. Datant de 2014, le dernier texte, « *La géopolitique de la massue* », le dénonce avec férocité à partir des enchaînements qui ont suivi l'intervention en Afghanistan engendrant le terrorisme que les grandes puissances prétendent combattre. Puis l'aventure en Libye au milieu du soulèvement du printemps arabe contre Kadhafi, qui vit le triumvirat impérialiste - France, Angleterre, États-Unis - violer la résolution du conseil de sécurité de l'ONU exigeant un « *cessez-le-feu immédiat et la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile* », accélérant brusquement les violences fournissant un terrain aux milices rivales, tandis que la terreur islamiste et les stocks d'armes se sont répandus sur une grande partie de l'Afrique ainsi qu'en Syrie... La terrible et implacable logique dévastatrice continue son œuvre barbare contre les peuples.

Yvan Lemaître



Enfants

Montessori à la maison 0-3 ans, texte de Nathalie Petit et illustrations de Virginie Maillard

Collection Kaizen Actes Sud, 8 euros. Pour les grands...

L'école est une institution en mouvement perpétuel, toujours à la recherche du mieux pour les enfants mais avec des moyens toujours plus limités. Les inégalités se forment dès le plus jeune âge, notamment par l'accès qu'ont les plus favorisés à un enseignement privé où les enfants sont moins nombreux et la prise en charge individualisée, telles les écoles Montessori. La récente polémique autour du projet mené par Céline Alvarez donne encore plus de poids à ce joli et concret petit livre.

Pour Maria Montessori, accompagner un développement n'est pas une question de marketing ni uniquement de matériel pédagogique adapté. Sa pédagogie repose surtout sur l'adoption par les parents et les éducateurs d'une posture bienveillante et empathique. Le livre de Nathalie Petit donne des clés pour permettre aux parents dès la naissance d'aider leurs enfants à se construire au mieux. Cet ouvrage appartient à une nouvelle collection d'Actes Sud,

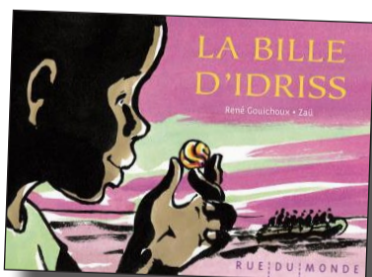
« *Je passe à l'acte* », de livres pratiques, ciblés sur les nouvelles pratiques de ceux qui veulent un changement doux, solidaire et écologique tout de suite dans leur vie quotidienne. On peut citer *S'engager dans une AMAP*,

Débuter son potager en permaculture et bientôt *Créer un atelier de réparation ou Cuisiner zéro déchets*. Nous ne sommes pas obligés d'attendre la révolution pour changer nos pratiques. **Léa Clerico**

La bille d'Idriss, texte de René Gouichoux et illustrations de Zaï

Éditions Rue du Monde, 2017, 17,50 euros. À partir de 5 ans

Les migrantEs ne sont pas ce que l'on dit et ce que certains veulent croire. Avant d'être migrantEs, ils et elles ont vécu dans des pays qu'ils ont dû quitter à cause de la misère et/ou de la guerre. C'est le cas d'Idriss, petit garçon africain tellement semblable aux nôtres. Il est pauvre mais ça ne veut pas forcément dire malheureux... Il a un seul jouet : une bille ! La guerre éclate et Idriss et sa mère partent, connaissent l'horreur de la fuite, l'exploitation des



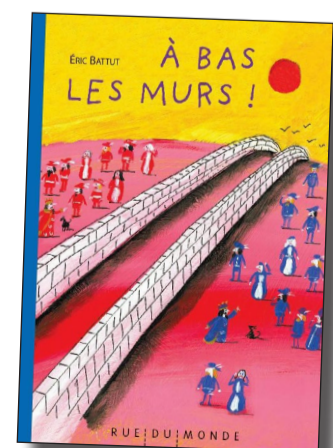
COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris

passeurs, le danger des bateaux, mais Idriss serre fort sa bille dans sa main et le destin veille ! Quel exemple plus concret de l'immigration donner à nos petits qu'un enfant exactement comme eux. Tout est dit en seulement quelques mots et quelques-uns des magnifiques coups de pinceau de Zaï. **Catherine Segala**

À bas les murs!, Éric Battut

Éditions Rue du Monde, 17 euros. À partir de 5 ans

À 5 ans, on ne connaît ni Trump ni Netanyahu, mais on comprend très bien intuitivement que la force n'est pas un moyen de persuasion, et que les gens qui s'aiment et que l'on sépare feront tout pour se rejoindre. Dans cette petite fable, ce sont les enfants qui se révoltent et qui font tomber les murs érigés par les tyrans stupides, avec leurs moyens d'enfants. Joyeux et utile ! Un graphisme coloré et expressif ajoute au plaisir. **Catherine Segala**



Cinéma

Adieu Mandalay de Midi Z

Avec Kai Ko, Wu Ke-Xi et Wang Shin-Hong. Sortie le mercredi 26 avril 2017

Mandalay est une ancienne capitale de la Birmanie. De nombreux Birmans, pour des raisons où s'entremêlent héritage de la dictature militaire et misère, cherchent à quitter leur pays vers les États voisins en quête d'un avenir meilleur. Le réalisateur, taïwanais et lui-même d'origine birmane, a vécu directement la condition d'émigrant quoique dans des conditions moins difficiles. Ses deux héros se rencontrent au moment de leur passage en Thaïlande. Ils vont, comme beaucoup d'autres, y vivre en tant que clandestins sans droit à un travail légal et donc soumis au bon vouloir des employeurs et au risque de rafles policières. Pour obtenir des documents qui aient au moins une apparence authentique, il faut payer et repayer intermédiaires et policiers véreux. Leur existence va se fracasser sur ce contexte mais aussi sur leur différence de projet. Les personnages de *Midi Z* ne sont en effet pas seulement conditionnés par leur situation de clandestins, ils palpitent d'aspirations contradictoires.

La jeune femme Liaoning veut être indépendante, et pour cela, il lui faut des papiers à tout prix. Guo, lui, cherche à accumuler de l'argent pour revenir ouvrir un commerce en Birmanie : il se satisfait donc de travailler dans une usine de textile où les ouvriers sont débaptisés (on les désigne par un numéro), triment, mangent, dorment sur place, dépensant leur paye dans le magasin de l'entreprise. Guo est amoureux de Liaoning depuis le premier instant et



participe sans trop y croire à ses démarches pour obtenir des faux papiers, jusqu'au moment où elle franchira une limite, pour lui insupportable. **Henri Wilno**

« Rendre l'hôpital plus humain »

Entretien. Nous avons rencontré le docteur **Valérie Auslender**, auteur d'*Omerta* à l'hôpital, le livre noir des maltraitances faites aux étudiants en santé¹. Cet ouvrage relate les témoignages de 130 futurs soignants (aides-soignantEs, infirmierEs, kiné, externes et internes en médecine, etc.), victimes de maltraitance durant leur formation à l'hôpital, et fait part des analyses d'experts sur le processus qui conduit à ces violences et de leurs propositions pour les combattre.

La violence à l'hôpital a des formes diverses. Cette maltraitance touche-t-elle des personnes particulièrement fragiles ou est-elle généralisée à tous les étudiantEs en santé?

L'enquête que j'ai réalisée a permis de mettre en lumière un réel malaise dans le système hospitalier : des maltraitances faites aux étudiants en professions de santé, sans aucune vertu pédagogique et souvent réalisées devant le reste de l'équipe ou devant des patients. Ce phénomène est connu de tous, il est banalisé et surtout reste tabou au sein des hôpitaux. Les étudiants victimes de violences ne sont pas plus fragiles que d'autres, mais sont généralement ceux qui affirment leur opposition aux dysfonctionnements du service, et notamment lorsqu'ils observent pendant leurs stages des mauvaises pratiques réalisées par des professionnels de santé sur des patients. Les étudiants témoignent de faits subis de harcèlement moral, de pressions psychologiques, de violences physiques, d'agressions sexuelles, d'humiliation, de négation des droits fondamentaux, comme l'interdiction d'aller aux toilettes, de s'asseoir, de manger...

Les conséquences sur leur santé est dramatique et certains se confient même avoir encore des séquelles plusieurs années après les violences subies. Ces témoignages recueillis dans le livre n'ont pas de valeur généralisatrice, et seules des études quantitatives permettront de dresser un état des lieux à l'échelle nationale de ces maltraitances envers les étudiants en santé. Je souligne néanmoins que depuis la sortie du livre, des milliers de personnes osent maintenant parler sur les réseaux sociaux et affirmer avoir aussi été victimes ou témoins de ces faits de maltraitances.

Comment expliquer que l'hôpital, censé être un lieu d'humanisme, soit en proie à une telle déshumanisation ?

Il est important de ne pas sous-estimer les responsabilités individuelles de certains professionnels de santé qui maltraitent des étudiants, par tradition parfois mais aussi par répétition de maltraitances vécues, avec le fameux dicton « j'en ai bavé, donc je vais t'en faire baver », souvent retrouvé dans les témoignages des étudiants en professions de santé. Pour Cynthia Fleury-Perkins, philosophe et psychanalyste, certains étudiants subissent des « profanations de leur personnalités » et qui, pour la plupart, auront tendance à reproduire les mêmes dysfonctionnements². Cela ne justifie évidemment pas totalement cette déshumanisation. L'ensemble des experts³ que j'ai réunis dans ce livre constate que depuis plusieurs décennies, les nouvelles organisations managériales de l'hôpital et le « tournant gestionnaire »⁴ profitant à une meilleure rentabilité et à une meilleure productivité, dégradent les conditions de travail des soignants, allant parfois jusqu'à réaliser des actes qu'ils réprouvent moralement par manque de temps ou de moyens. Ces mauvaises pratiques



DR

– conséquences du système dont ils sont eux-mêmes les victimes – peuvent conduire par conséquent à une déshumanisation, à la fois envers les patients mais aussi envers les étudiants qu'on leur impose de former. Certains experts précisent même que les soignants ne sont souvent pas formés au tutorat et les infirmiers ne sont pas rémunérés pour cette fonction de tuteur-formateur.

Quelles mesures faudrait-il prendre pour en finir avec cette situation ?

Prendre conscience de ce malaise est déjà une avancée majeure car il s'agit là d'un véritable problème de santé publique. Les étudiants en médecine, infirmiers, aides-soignants, sages-femmes, kinésithérapeutes, pharmaciens... sont en première ligne et ont déjà des responsabilités envers les patients hospitalisés, malgré leur statut d'étudiants. Des étudiants témoins ont établi dans leurs récits un lien direct entre les maltraitances qu'ils ont subies de la part de leur hiérarchie et des mauvaises pratiques qu'ils ont pu avoir, parlant même parfois d'erreurs médicales. Les victimes doivent continuer à briser ce silence et dénoncer ces faits de maltraitances pour rompre leur solitude et mettre un terme à l'impunité des agresseurs. Les pouvoirs publics et l'institution hospitalière doivent s'emparer de ce problème, être à l'écoute de la souffrance des soignants, à leurs besoins sur le terrain pour qu'ils puissent exercer leurs métiers dans des conditions convenables. Selon la Haute Autorité de santé, la qualité de vie au travail et la qualité des soins sont intimement liées. La dégradation des conditions de travail des soignants peut être responsable d'arrêts maladie, de mauvaises pratiques, d'erreurs médicales, de manque d'empathie, de déshumanisation, voire parfois de maltraitances. Nier la souffrance des professionnels de santé et ne pas prendre les mesures nécessaires pour leur apporter les moyens et les effectifs adéquats, c'est nier le sens même du soin et prendre des risques pour les patients.

Quelques mois après que la presse ait rapporté plusieurs suicides parmi le personnel hospitalier, Marisol Touraine a déclaré vouloir « prendre soin de ceux qui soignent ». Est-ce crédible ?

Il faut malheureusement attendre des cas tragiques relayés par les médias pour que les pouvoirs publics prennent des mesures et que la ministre des Affaires sociales et de la Santé propose un plan d'action, notamment de détection et de prévention des risques psychosociaux (RPS). Mettre en place des médiateurs extérieurs à l'hôpital, comme des conseillers de prévention des RPS dans les services, comme le propose Marisol Touraine, est nécessaire. Mais cela ne comblera pas le manque d'effectifs de professionnels de santé, première revendication des soignants pour améliorer leur qualité de travail. Que des personnes victimes de harcèlement

moral et à risque de faire un burn-out soient prises en charge pour éviter qu'ils ne se suicident me paraît indispensables. Que l'on laisse une impunité totale à son agresseur qui l'a poussé à bout me semble scandaleux.

Ce plan d'action va permettre de prévenir et prendre en charge les symptômes et non les causes. Il est grand temps de revoir l'organisation de l'hôpital et son management, d'écouter les professionnels de santé et leurs besoins réels sur le terrain, de condamner les agresseurs et de rendre l'hôpital plus humain.

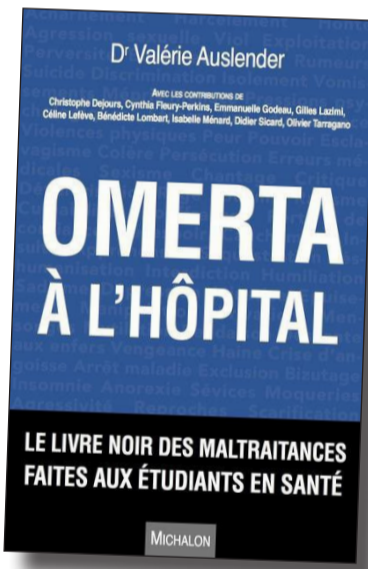
Propos recueillis par S. Bernard

1 – *Omerta à l'hôpital*, Michalon, 2017, 21 euros

2 – « Une maltraitance institutionnelle », Cynthia Fleury-Perkins, p213-216, dans *Omerta à l'hôpital*

3 – Christophe Dejourns, Cynthia Fleury-Perkins, Emmanuelle Godeau, Gilles Lazimi Céline Lefève, Bénédicte Lombart, Isabelle Ménard, Didier Sicard et Olivier Tarragano

4 – « Quand le « tournant gestionnaire » aggrave les décompensations des soignants », Christophe Dejourns, p203-212, dans *Omerta à l'hôpital*



L'image de la semaine

LA PESTE BRUNE EST DÉSORMAIS "PRÉSENTABLE"



Vu ailleurs

SUD OUEST

15 JOURS DE PRISON FERME POUR 20 EUROS DE NOURRITURE.

« Si vous ne donnez aucune explication, il est difficile de retenir l'état de nécessité plaidé par votre défenseur. En restant mutique, vous avez scié la branche sur laquelle vous étiez assis », souffle Alain Reynal. Face au président de l'audience des comparutions immédiates du tribunal correctionnel de Bordeaux, lundi, Plata ne bronche pas.

Cet homme sans papiers, dont les traits laissent penser qu'il est âgé d'une trentaine d'années, vient d'être condamné à quinze jours de prison ferme avec mandat de dépôt pour un vol aggravé requalifié en vol simple. À savoir, le vol d'un paquet de saucisses de Strasbourg, d'un autre de chaussons aux pommes et d'une brosse à dent électrique, dimanche matin, à Auchan Mériadeck.

Montant du préjudice ? « À peine 20 euros », souligne son avocate. « Il a fait ça parce qu'il avait faim. La preuve : quand il s'est fait prendre, il s'est jeté sur les paquets pour les ouvrir et manger. Ce qui a été retenu comme des dégradations », s'étrangle-t-elle.

Une circonstance aggravante abandonnée à l'audience par le ministère public qui requiert toutefois trois mois ferme pour le vol simple. Le procureur Anne Kayanakis ne s'oppose pas, en revanche, à la relaxe pour d'autres poursuites : le maintien irrégulier sur le territoire français en récidive, entre fin mars et le 22 avril, alors que le prévenu était en prison, pendant cette période, pour le même délit.

Car l'homme n'en démord pas. Il veut rester en France où il vit depuis cinq ans. « Les droits de l'homme disent que tout individu a le droit de vivre où il se sent en paix. La France est ce pays pour moi », explique-t-il, sans rien livrer de son histoire. « Je n'ai pas à dévoiler mon intimité devant tout le monde », réplique-t-il quand le président l'interroge sur ses projets professionnels. On saura simplement qu'il est originaire du Congo. Pays qui ne le reconnaît pas comme l'un de ses ressortissants.

« Bordeaux : prison ferme pour un vol de nourriture », Elisa Artigue-Cazcarra, *Sud-Ouest*, 25 avril 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org